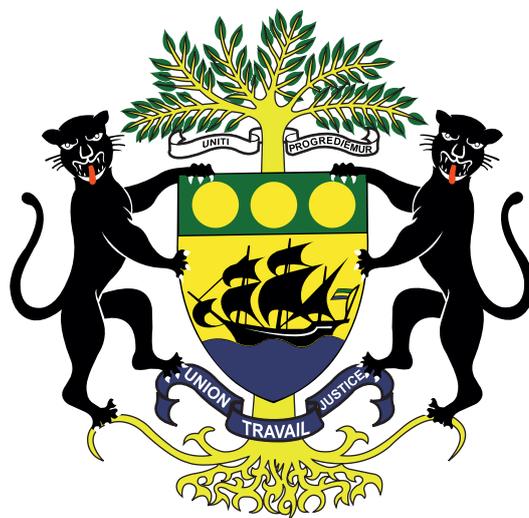


REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION MINISTERIELLE : DEFENSE NATIONALE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR 2016

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille ensuite les parties suivantes :

Le bilan stratégique du programme détaille :

- la présentation du programme
- l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.

Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire détaille :

- le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.

Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs détaillent :

- la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.

L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.

Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition, et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
MISSION DEFENSE	4
BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION	5
PRESENTATION DE LA MISSION	5
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	7
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION	7
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE	9
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION	11
PROGRAMME PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES	12
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	13
PRESENTATION DU PROGRAMME	13
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	16
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	20
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	20
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	21
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS	23
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT	23
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	24
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	24
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	24
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	27
PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES	28
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	29
PRESENTATION DU PROGRAMME	29
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	31
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	34
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	34
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	36
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	37
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	37
TITRE 5: DEPENSES D'INVESTISSEMENT	40
PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE	41
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	42
PRESENTATION DU PROGRAMME	42
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	44
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	47
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	47
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS	49
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT	49

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	50
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	50
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	50
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	51
PROGRAMME VIE DU SOLDAT	52
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	53
PRESENTATION DU PROGRAMME	53
PERIMETRE DU PROGRAMME	53
PRESENTATION DES ACTIONS	53
CADRAGE STRATEGIQUE	55
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	55
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	55
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	56
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	61
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	61
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	63
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	65
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	65
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	65
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	67
PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE DE LA DEFENSE NATIONALE	68
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	69
PRESENTATION DU PROGRAMME	69
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	71
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	75
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	75
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	76
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS	77
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT	77
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	78
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	78
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	78
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	80

MISSION DEFENSE

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

Le ministre en charge de la mission est le **MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE**.

PRESENTATION DE LA MISSION

PERIMETRE DE LA MISSION

La Mission ministérielle Défense, intègre pour sa mise en œuvre l'ensemble des composantes des Forces de Défense à savoir :

- La Gendarmerie Nationale ;
- Les Forces Armées Gabonaises ;
- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- Le Génie Militaire ;
- La Garde Républicaine.

L'enjeu majeur est la défense par tous les moyens, en tous lieux, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agressions, l'intégrité de notre territoire ainsi que la vie de nos populations. Un plan sécuritaire lié à la protection des personnes, des biens, des ressources naturelles, au maintien et au rétablissement de l'ordre public et à la sécurité routière est également assuré par une composante de cette mission, en l'occurrence la Gendarmerie Nationale dans le cadre de la mise en œuvre de la Mission interministérielle Sécurité gérée conjointement avec le Ministère en charge de la Sécurité.

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

- La Constitution : La loi fondamentale en son article 1^{er} alinéa 22 précise que « La Défense de la Nation et la sauvegarde de l'ordre public sont assurées essentiellement par les Forces de Défense et de Sécurité Nationales ».
- Le Projet de Société « L'Avenir en Confiance ». En effet, l'Axe n°4 de ce projet dispose ce qui suit : « les Forces de Défense et de Sécurité feront l'objet de toute notre attention. Je sais en effet combien leur rôle est décisif dans le maintien de la paix, de l'intégrité territorial, de la sécurité et de la stabilité du Gabon ».
- Le décret 000848/PR/DNACSP fixant les attributions et portant organisation du Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et de la Sécurité Publique.
- Le décret 0330/PR/MDN portant attributions et organisation du Ministère de la Défense Nationale.

PRINCIPALES REFORMES

AVANCEMENT DES OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION

	Indicateur	2015 Réalisé	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)
Objectif Stratégique N1 : Assurer la formation régulière et les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes	Nombre d'exercices de tirs réalisés par l'ensemble des unités combattantes	NC	48	29	19
	Pourcentage de succès par exercice de tir	NC	40	23%	14%
	Pourcentage de personnels navigants ayant subi un recyclage	NC	50	12	-38
	Pourcentage de personnels embarqués ayant subi un recyclage	NC	40	0	40
	Pourcentage de personnels formés sur les nouvelles techniques de secourisme et de sécurité incendie	NC	100	50	-50
	Nombre de stages d'aguerrissement effectués par l'ensemble des unités combattantes	NC	24	24	0
	Nombre d'exercice de simulations inter-armées	NC	01	01	0
	Pourcentage des personnels d'encadrement ayant suivi un stage de formation des formateurs ou d'encadrement	NC	30	20%	10%
	Objectif Stratégique N2 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité	Indicateur	2015 Réalisé	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé
Nombre de soldats ayant reçu un paquetage complet		250	800	00	-800
Nombre d'armes réparées		//	1500	00	-1500
Objectif Stratégique N3 : Renforcer les exercices d'entraînement	Nombre d'armes redistribuées	//	1500	00	-1500
	Nombre d'exercices mensuels	170	170	0	-170
	Nombre d'exercices combinés	55	55	0	-55
	Nombre d'exercices majeurs	5	5	0	-5
Objectif Stratégique N4 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire	Nombre d'exercices en provinces	25	25	0	-25
	Nombre de travailleurs sociaux opérationnels par corps	NC	10	0	-10
Objectif Stratégique N5 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes	Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux	NC	5000	1000	-4000
	Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste	0	90	0	-90
	Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation	0	80	0	-80
	Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers	0	90	90	0

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION

Programme et action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.311: Préparation et emploi des forces	1 591 268 838	3 395 974 932	-1 804 706 094	1 591 268 838	3 395 974 932	-1 804 706 094
7.311.1: Coordination générale et formation inter-armées	233 205 557	275 015 622	-41 810 065	233 205 557	275 015 622	-41 810 065
7.311.2: Préparation des forces terrestres	740 101 633	2 326 225 753	-1 586 124 120	740 101 633	2 326 225 753	-1 586 124 120
7.311.3: Préparation des forces navales	141 613 797	234 109 905	-92 496 108	141 613 797	234 109 905	-92 496 108
7.311.4: Préparation des forces aériennes	243 463 907	320 164 759	-76 700 852	243 463 907	320 164 759	-76 700 852
7.311.5: Renseignement militaire	89 091 981	84 748 815	4 343 166	89 091 981	84 748 815	4 343 166
7.311.6: Génie militaire	71 895 981	59 888 083	12 007 898	71 895 981	59 888 083	12 007 898
7.311.7: Sécurité civile (corps des sapeurs-pompiers)	71 895 981	95 821 995	-23 926 014	71 895 981	95 821 995	-23 926 014
7.318: Equipement des forces	45 874 278 668	25 388 875 565	20 485 403 103	45 874 278 668	25 388 875 565	20 485 403 103
7.318.1: Equipement des forces terrestres	26 789 205 586	23 228 331 539	3 560 874 047	26 789 205 586	23 228 331 539	3 560 874 047
7.318.2: Equipement des forces aériennes	10 959 477 863	981 936 377	9 977 541 486	10 959 477 863	981 936 377	9 977 541 486
7.318.3: Equipement sapeurs-pompiers	2 144 448 337	200 285 850	1 944 162 487	2 144 448 337	200 285 850	1 944 162 487
7.318.4: Equipement de la gendarmerie nationale	2 926 584 126	173 876 412	2 752 707 714	2 926 584 126	173 876 412	2 752 707 714
7.318.5: Equipement de la marine nationale	3 054 562 756	804 445 387	2 250 117 369	3 054 562 756	804 445 387	2 250 117 369
7.325: Garde Républicaine	21 607 201 777	3 323 274 203	18 283 927 574	21 607 201 777	3 323 274 203	18 283 927 574
7.325.1: Préparation et emploi des forces de la garde républicaine	594 097 731	564 392 844	29 704 887	594 097 731	564 392 844	29 704 887
7.325.2: Equipement de la garde républicaine	48 946 887	596 499 535	-547 552 648	48 946 887	596 499 535	-547 552 648
7.325.3: Vie du soldat de la garde républicaine	20 964 157 160	2 162 381 824	18 801 775 336	20 964 157 160	2 162 381 824	18 801 775 336
7.332: Vie du soldat	5 710 698 537	10 945 788 774	-5 235 090 237	5 710 698 537	10 945 788 774	-5 235 090 237
7.332.1: Activités socio-culturelles et sportives du soldat	61 280 000	6 727 712 014	-6 666 432 014	61 280 000	6 727 712 014	-6 666 432 014
7.332.2: Santé militaire	1 808 418 537	1 909 029 601	-100 611 064	1 808 418 537	1 909 029 601	-100 611 064
7.332.3: Logement	1 621 000 000	911 547 160	709 452 840	1 621 000 000	911 547 160	709 452 840
7.332.4: Condition du militaire en retraite et anciens combattants	2 170 000 000	1 352 500 000	817 500 000	2 170 000 000	1 352 500 000	817 500 000
7.332.5: Condition du militaire en retraite et anciens combattants	50 000 000	44 999 999	5 000 001	50 000 000	44 999 999	5 000 001
7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	46 455 470 092	3 191 722 733	43 263 747 359	46 455 470 092	3 191 722 733	43 263 747 359
7.339.1: Pilotage de la stratégie ministérielle	192 758 015	189 870 051	2 887 964	192 758 015	189 870 051	2 887 964
7.339.2: Coordination administrative	46 262 712 077	3 001 852 682	43 260 859 395	46 262 712 077	3 001 852 682	43 260 859 395
Total pour la mission	121 238 917 912	46 245 636 207	74 993 281 705	121 238 917 912	46 245 636 207	74 993 281 705

Explication des principaux écarts :

Globalement, 121 238 917 912 FCFA d'AE et de CP ont été autorisés dans la loi de finances (LF) 2016. Sur cette dotation, 46 245 636 207 FCFA ont été exécutés, soit un écart de 74 993 281 705 FCFA. Il ressort un taux d'exécution global 38,14%.

L'écart entre les dotations autorisées et le niveau d'exécution est justifié par :

- Une réserve de crédits de 7 348 757 801 FCFA non levée en cours d'année correspondant à 535 944 318 FCFA en biens et services, 14 640 300 FCFA en transfert et 6 798 173 183 FCFA en investissement ;
- 64 550 688 604 FCFA de solde permanente exécutée de manière centralisée au Ministère du Budget ;
- 3 093 835 299 FCFA liés aux mesures de régulation budgétaire décidées par le Gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'état.

D'une manière générale, en considérant le niveau de réserve de 7 348 757 801 FCFA, le montant disponible sur la mission s'élève à 113 890 160 110 FCFA, soit un taux d'exécution net de réserve de 41%.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE

Programme et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.311: Préparation et emploi des forces	1 591 268 838	3 395 974 932	-1 804 706 094	1 591 268 838	3 395 974 932	-1 804 706 094
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	190 378 000	196 765 557	-6 387 557	190 378 000	196 765 557	-6 387 557
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 890 838	3 170 138 895	-1 769 248 057	1 400 890 838	3 170 138 895	-1 769 248 057
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	29 070 480	-29 070 480	0	29 070 480	-29 070 480
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.318: Equipement des forces	45 874 278 668	25 388 875 565	20 485 403 103	45 874 278 668	25 388 875 565	20 485 403 103
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	553 124 112	340 459 446	212 664 666	553 124 112	340 459 446	212 664 666
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	45 321 154 556	25 048 416 119	20 272 738 437	45 321 154 556	25 048 416 119	20 272 738 437
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.325: Garde Républicaine	21 607 201 777	3 323 274 203	18 283 927 574	21 607 201 777	3 323 274 203	18 283 927 574
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	20 806 492 082	12 600 000	20 793 892 082	20 806 492 082	12 600 000	20 793 892 082
Titre 3. Dépenses de biens et services	800 709 695	760 674 209	40 035 486	800 709 695	760 674 209	40 035 486
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 549 999 994	-2 549 999 994	0	2 549 999 994	-2 549 999 994
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.332: Vie du soldat	5 710 698 537	10 945 788 774	-5 235 090 237	5 710 698 537	10 945 788 774	-5 235 090 237
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	101 088 000	91 372 902	9 715 098	101 088 000	91 372 902	9 715 098
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 463 207 537	8 721 979 157	-3 258 771 620	5 463 207 537	8 721 979 157	-3 258 771 620
Titre 4. Dépenses de transfert	146 403 000	131 762 700	14 640 300	146 403 000	131 762 700	14 640 300
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 000 674 015	-2 000 674 015	0	2 000 674 015	-2 000 674 015
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	46 455 470 092	3 191 722 733	43 263 747 359	46 455 470 092	3 191 722 733	43 263 747 359
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	43 954 515 918	201 046 937	43 753 468 981	43 954 515 918	201 046 937	43 753 468 981
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 500 954 174	2 966 675 796	-465 721 622	2 500 954 174	2 966 675 796	-465 721 622
Titre 4. Dépenses de transfert	0	24 000 000	-24 000 000	0	24 000 000	-24 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0

Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour la mission	121 238 917 912	46 245 636 207	74 993 281 705	121 238 917 912	46 245 636 207	74 993 281 705
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	65 052 474 000	501 785 396	64 550 688 604	65 052 474 000	501 785 396	64 550 688 604
Titre 3. Dépenses de biens et services	10 718 886 356	15 959 927 503	-5 241 041 147	10 718 886 356	15 959 927 503	-5 241 041 147
Titre 4. Dépenses de transfert	146 403 000	155 762 700	-9 359 700	146 403 000	155 762 700	-9 359 700
Titre 5. Dépenses d'investissement	45 321 154 556	29 628 160 608	15 692 993 948	45 321 154 556	29 628 160 608	15 692 993 948
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Globalement, 121 238 917 912 FCFA d'AE et de CP ont été autorisés dans la loi de finances (LF) 2016. Sur cette dotation, 46 245 636 207 FCFA ont été exécutés. Ce niveau d'exécution se répartit par titre comme suit :

Titre 2 : Dépenses des personnels

Prévues à 65 052 474 000 FCFA, les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 501 785 396 FCFA, soit un écart de 64 550 688 604 FCFA. Le taux d'exécution s'élève à 0,77% correspondant à la MONP.

L'écart de 64 550 688 604 FCFA correspond à la solde permanente exécutée de manière centralisée au ministère en charge du budget.

Titre 3 : Dépenses des biens et services

Sur 10 718 886 356 FCFA des crédits inscrits pour le titre 3, un montant de 15 959 927 503 FCFA a été mis à disposition, soit un dépassement de 5 241 041 147 FCFA par rapport à l'autorisation parlementaire. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 148,8 %.

Le dépassement constaté est essentiellement imputable aux transferts de crédits provenant de la mission provisions pour couvrir les dépenses liées à la mobilité et à l'alimentation des troupes lors de l'organisation de l'élection présidentielle et de la CAN 2017.

Titre 4 : Dépenses de transferts

Sur ce titre, 155 762 700 FCFA ont été exécutés pour une autorisation de 146 403 000 FCFA, soit un écart de 9 359 700 FCFA. Ce niveau d'exécution correspondant à un taux 106,39 % est lié essentiellement à la couverture des frais de stages académiques des élèves de l'école d'application des services de santé militaire et au paiement des bourses du prytanée militaire de Libreville.

Titre 5 : Dépenses d'investissement

Sur 45 321 154 556 FCFA des crédits inscrits pour le titre 5, un montant de 29 628 160 608 FCFA a été ordonnancé, soit un écart de 15 692 993 948 FCFA. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 65% de la dotation ouverte.

L'écart 15 692 993 948 FCFA est imputable à la non levée de la réserve obligatoire de 6 798 173 183 FCFA ainsi qu'aux mesures de régulation budgétaire décidées par le Gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'Etat.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION

Récapitulatif des mouvements par titre

Titres	Nature des mouvements d'AE		
	Transferts	Virements	Annulations
Titre 2	-64 550 900 104		
Titre 3	+ 6 299 011 350		
Titre 5	5 067 874 495		
Total des mouvements de AE	-53 184 014 259		

Titres	Nature des mouvements de CP			
	Transferts	Virements	Annulations	Reports
Titre 2	-64 550 900 104			
Titre 3	+ 6 299 011 350			
Titre 5	5 067 874 495			
Total des mouvements de CP	-53 184 014 259			

Explication du total des mouvements d'AE et de CP :

La mission Défense présente un total de mouvement globalement négatif en AE et CP de l'ordre de 53 184 014 259 FCFA. Ce montant est essentiellement constitué des transferts de crédits déclinés comme suit :

- Un transfert de 64 550 900 104 FCFA effectué au programme « Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles » au titre des opérations de couverture de la solde permanente ;
- Un transfert de 6 299 011 350 FCFA reçu du programme « Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles » pour couvrir les dépenses liées au transport et à l'alimentation des troupes lors de l'organisation de l'élection présidentielle et de la CAN 2017 ;
- Un transfert de 5 067 874 495 FCFA reçu du programme « Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles » essentiellement lié à l'acquisition du matériel informatique pour le compte de la DGCISM, à la couverture des financements extérieurs, à la prise en charge des escortes présidentielles et à la construction du centre d'instruction de Leconi.

PROGRAMME PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du Chef d'Etat-major Général des Forces Armées, le Programme Préparation et Emploi des Forces est l'un des cinq programmes stratégiques retenus pour la mise en œuvre de la Politique de Défense.

Ce Programme a la particularité de constituer la finalité opérationnelle du Ministère de la Défense Nationale. En effet, la recherche d'une cohérence efficace dans le maintien en condition (préparation) et la mise en œuvre (emploi) des Forces sont le noyau et la raison d'être de la Mission Défense.

Ainsi, pour une riposte appropriée aux vulnérabilités principalement asymétriques auxquelles notre pays pourrait être exposé, notre outil de défense doit adapter sa préparation et son emploi en conséquence. Cette adaptation est la réponse aux quatre enjeux stratégiques du Programme, fondés généralement sur la thèse d'une Armée Opérationnelle et Républicaine :

- **Affirmer notre capacité de dissuasion.**
- **Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner une posture de leader dans la sous-région en matière de Défense**

Ces capacités sont assurées, renforcées et maintenues d'une part par une parfaite adéquation entre l'intensité technologique et humaine à haute valeur ajoutée qui doivent être le crédo de nos Forces et la faiblesse démographique qui caractérise notre pays. D'autre part, la stabilité sécuritaire structurelle de notre pays favorise la posture de leader dans la sous-région que notre pays doit poursuivre.

- **Disposer d'une Armée opérationnelle**

Passer par une organisation efficiente des Forces et inter-forces, tout en assurant leur maintien et le renforcement de leurs capacités opérationnelles.

- **Disposer d'une Armée républicaine**

Engager l'enrôlement géographique de toutes les composantes ethniques de notre pays ce qui en fera une entité anthropologiquement stable et aux vertus républicaines affirmées. En terme simple, l'ambition du Chef Suprême des Armées est de faire se reconnaître toutes les populations de notre pays dans son armée.

Aussi, les orientations stratégiques sur le moyen terme sont centrées sur deux axes.

Le premier axe concerne la mission régalienne de protection des frontières à travers les opérations KOUBIA et MINKEBE pour les frontières terrestres ; la mise en œuvre d'un plan coordonné et renforcé de surveillance côtière inter forces pour 2016 pour la frontière maritime. Il prend aussi en compte la valorisation du site de MOKEKOU et l'ouverture de l'Ecole Nationale de Formation des Officiers de MANDILOU (ENFOMA) dans le cadre de la formation et des entraînements des Forces.

Le deuxième axe consiste à renforcer les capacités de nos forces à participer efficacement aux opérations militaires internationales.

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme s'exécute à travers l'ensemble des composantes des Forces directement opérationnelles. On y trouve aussi bien les unités combattantes que celles de soutien au combattant. Elles sont réparties sur l'ensemble des cinq composantes des Forces Armées, du Génie Militaire et de la Gendarmerie (principalement la Gendarmerie Mobile) ; ainsi que les Centres d'Instruction et les Ecoles de Formation pour la préparation des forces.

PRESENTATION DES ACTIONS

Le programme Préparation et Emploi des Forces présente une cartographie de 54 Unités Opérationnelles regroupées en 07 (sept) actions telles qu'indiquées ci-dessous :

ACTION N° 1 : Coordination générale et formations interarmées

Cette action recouvre toutes les activités de coordination mises en œuvre par l'ensemble des services de l'Etat-major Général des Forces Armées Gabonaises.

ACTION N° 2 : Préparation des forces terrestres

Cette action recouvre l'ensemble des missions dévolues aux Forces Terrestres sur l'étendue du territoire. Elle est mise en œuvre par l'Etat-major de l'Armée de Terre.

ACTION N° 3 : Préparation des forces aériennes

Cette action recouvre l'ensemble des missions mises en œuvre par l'Etat-major de l'Armée de l'Air.

ACTION N° 4 : Préparation des forces navales

Cette action recouvre l'ensemble des missions mises en œuvre par l'État-major de la Marine Nationale.

ACTION N° 5 : Sécurité civile

Cette action recouvre l'ensemble des missions mises en œuvre par l'État-major du Corps des Sapeurs-Pompiers.

ACTION N° 6 : Renseignement militaire

Elle concerne les missions dévolues à la Direction Générale de la Contre Ingérence et de la Sécurité Militaire (DGCISM).

ACTION N° 7 : Génie militaire

Elle concerne les missions dévolues à la Direction Générale du Génie Militaire.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

L'état des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées force suivantes sur le champ du programme :

- (1) Les menaces prioritaires sont : la piraterie, le terrorisme, l'immigration clandestine, le braconnage, trafics de tout genre, la pollution marine, la prolifération des armes légères et de petits calibres (ALPC).
 - Avec un littoral long de 800 km, la mer apparaît comme la zone de vulnérabilité majeure.
 - Il existe par ailleurs une longue frontière terrestre avec le Congo, le Cameroun et la Guinée Equatoriale. Celle-ci est à certains endroits rendue impraticable par la forêt équatoriale.
- (2) Il existe aujourd'hui un léger flou sur les stratégies d'actions face à chaque menace et dans chaque système de forces, de même que dans la doctrine d'emploi des forces. Il manque un travail inter forces sur les stratégies d'action face aux menaces et sur une doctrine commune d'emploi.
- (3) Le dispositif de renseignement actuel est uniquement centré sur la contre ingérence.
- (4) Les Forces Armées Gabonaises ne sont pas encore capables de jouer le rôle de leader auquel elles aspirent dans la sous-région du fait de la stabilité politique, même si l'installation du siège de la FOMAC à Libreville conforte la position du Gabon dans le système de défense de la sous-région. Le Gabon a une réelle capacité à projeter des forces hors des frontières mais en restant cependant dépendant de la logistique alliée.
- (5) Les normes en matière d'équipement de chaque force restent à définir.
- (6) Le taux de disponibilité de beaucoup d'équipements et de matériels est encore largement insuffisant.
- (7) On constate un fort vieillissement des effectifs militaires. Depuis 2015, des vagues importantes de départs à la retraite interviennent. Ceci a été anticipé par des recrutements massifs qui ont conduit à une forte augmentation des effectifs au cours des trois (3) dernières années. Ce personnel militaire doit être formé, entraîné, spécialisé, aguerri et motivé.

Or, on note un manque d'exercices, d'entraînements au sein de chaque force. On observe également l'insuffisance d'exercices et d'entraînements inter forces. De même, l'absence d'installations techniques propres aux forces pour l'entraînement des unités combattantes est à signaler. Ces unités spécialisées sont en train de perdre leur capacité opérationnelle en raison de la vétusté et de l'hétérogénéité de leurs amements.

(8) Les unités de soutien logistique sont inexistantes.

Tous ces maux rendent les délais d'opérationnalisation des unités longs en cas d'endechement d'une intervention. Ces difficultés se répercutent aussi dans les déploiements des unités sur les théâtres d'opérations.

ENJEUX

- Affirmer notre capacité de dissuasion ;
- Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner au pays une posture de leader dans la sous-région en matière de défense ;
- Disposer d'une Armée opérationnelle ;
- Disposer d'une Armée républicaine.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

Pour affirmer la capacité de dissuasion du Gabon ; et disposer d'une armée opérationnelle, le Programme Préparation et Emploi des Forces se fixe deux (02) objectifs stratégiques déclinés ainsi qu'il suit :

OBJECTIF N°1 : Assurer la formation régulière et les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime, des frontières terrestres et de l'espace aérien.

Objectif régalien, il a connu un développement définitionnel comme indiqué ci-dessous caractérisé par la prise en compte de l'ensemble des risques et des menaces qui pèsent sur nos intérêts nationaux. Il s'agit désormais de renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestre, maritime et aérienne. Sur le plan local et sur le plan sous régional, il s'agira de développer les installations d'entraînement, les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Assurer la formation régulière et les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir formé et entraîné les unités combattantes sur les exercices de tirs ;
- **Résultat annuel N°2** : Avoir recyclé 50% des Personnels Navigants et 40% des personnels embarqués ;
- **Résultat annuel N°3** : Avoir formé 100% des personnels dédiés aux techniques de secourisme et de sécurité incendie ;
- **Résultat annuel N°4** : Avoir dispensé 24 "Stages Jungles" aux unités dédiées à ce type de mission ;
- **Résultat annuel N°5** : Avoir organisé un exercice de simulation inter armée ;
- **Résultat annuel N°6** : Avoir organisé une formation des formateurs à 30% des personnels d'encadrement.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : 29 exercices de tirs sur 48 attendus ont été réalisés ; (Partiellement atteint)
- **Résultat annuel N°2** : 12 % personnels navigants recyclés (non atteint)
- **Résultat annuel N°3** : 50% des personnels formés (Partiellement atteint)
- **Résultat annuel N°4** : 24 "Stages Jungles" effectués (atteint)
- **Résultat annuel N°5** : un exercice de simulation inter armée réalisé (atteint)
- **Résultat annuel N°6** : 20% des personnels d'encadrement formés (Partiellement atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre d'exercices de tirs réalisés par l'ensemble des unités combattantes	NB	NC	//	48	29	19	72	100 (2020)
Pourcentage de succès par exercice de tir	%	NC	//	40	23%	14%	50	70 (2020)
Pourcentage de personnels navigants ayant subi un recyclage	%	NC	//	50	12	-38	70	90 (2020)
Pourcentage de personnels embarqués ayant subi un recyclage	%	NC	//	40	0	40	60	90 (2020)
Pourcentage de personnels formés sur les nouvelles techniques de secourisme et de sécurité incendie	%	NC	//	100	50	-50	100	100 (2020)
Nombre de stages d'aguerrissement effectués par l'ensemble des unités combattantes	NB	NC	//	24	24	0	24	NC
Nombre d'exercices de simulation inter-armées	NB	NC	//	01	01	0	01	NC
Pourcentage des personnels d'encadrement ayant suivi un stage de formation des formateurs ou d'encadrement	%	NC	//	30	20%	10%	50	100 (2020)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : En 2016, le nombre d'exercices de tirs prévu par l'ensemble des unités combattantes était de 48. Un total de 29 séances de tirs a été effectué, répartis ainsi qu'il suit : 20 Armée de terre, 03 Gendarmerie Mobile, 03 Aviation Légère des Armées, 01 Marine Nationale et 01 Armée de l'air. L'objectif aurait été totalement atteint si les unités avaient disposé de moyens suffisants. Toutefois, l'ensemble des exercices de tirs réalisés

nous ont donné un taux de succès de 23%, inférieur à celui attendu 40%.

Résultat annuel N°2 : En 2016, il était prévu 900 heures de vol dans le cadre du recyclage des personnels navigants. Seules 108 heures ont été effectuées par l'ensemble des personnels navigants à recycler, soit 12% du volume horaire prévu. Cela s'explique par l'insuffisance du carburant mis en place pour cette activité. Pour les personnels embarqués, aucun stage de recyclage n'a été réalisé du fait de l'indisponibilité du centre d'instruction naval d'une part, et de l'insuffisance de moyens, d'autre part.

Résultat annuel N°3 : sur 100% des personnels à former sur les techniques de secourisme et de sécurité incendie, 50% ont pu être formés. Ceci s'explique entre autres par les échecs lors des tests de sélection et par le manque d'engouement porté à la formation, du fait du caractère non diplômant de cette dernière.

Résultat annuel N°4 : En 2016, le nombre de stages d'aguerrissement prévu était de 24. Cet objectif a été atteint en totalité. Chaque unité dédiée à ce type de mission a pu les réaliser dans les temps et avec les moyens impartis.

Résultat annuel N°5 : En 2016, l'exercice de simulation interarmées prévu a été réalisé. Contrairement aux prévisions, le format de cet exercice a été minimisé compte tenu de la réduction de l'enveloppe budgétaire allouée.

Résultat annuel N°6 : En 2016, il a été prévu une formation des personnels recrutés et recyclés. Le pourcentage des personnels formés devrait atteindre 30%. Compte tenu des difficultés d'accueil et d'hébergement, seulement 20% de cet objectif a pu être atteint.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime, des frontières terrestres et de l'espace aérien.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1 :** Avoir effectué 12 relèves à MINKEBE et 24 à l'île MBANIE dans les délais impartis tout en assurant de façon optimale la protection des ressources minières et fauniques de ces secteurs.
- **Résultat annuel N°2 :** Avoir effectué 24 sorties de nomadisation aux frontières terrestres ;
- **Résultat annuel N°3 :** Avoir effectué 12 missions de projection aérienne des unités combattantes sur les différents théâtres d'opérations ;
- **Résultat annuel N°4 :** Avoir effectué 1040 vols par l'Armée de l'Air et 728 par l'ALA, privilégiant la façade maritime ;
- **Résultat annuel N°5 :** Avoir créé et maintenu une synergie entre la Marine Nationale, l'Armée de l'air, l'ALA, la Gendarmerie, la DGPA et l'ANPN pour la protection des parcs nationaux ;
- **Résultat annuel N°6 :** Avoir assuré une présence permanente inter forces sur nos frontières maritimes et terrestres ;
- **Résultat annuel N°7 :** Avoir assuré la surveillance radar permanente pour la sécurisation de l'espace maritime et aérien
- **Résultat annuel N°8 :** Avoir assuré 80 jours de présence en mer par bâtiment de la Marine Nationale y compris en zone Delta
- **Résultat annuel N°9 :** Avoir organisé les patrouilles conjointes GENA Nautique - Marine Nationale sur le littoral.
- **Résultat annuel N°10 :** Avoir maîtrisé les flux migratoires aux frontières.
- **Résultat annuel N°11 :** Etre intervenu à 40% dans un délai inférieur ou égal à 1 heure.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1 :** 12 relèves à MINKEBE et 24 à l'île MBANIE effectuées (Objectif atteint).
- **Résultat annuel N°2 :** 20 sorties de nomadisation aux frontières terrestres réalisées (objectif atteint)
- **Résultat annuel N°3 :** 2 missions de projection aérienne effectuées (objectif non atteint)
- **Résultat annuel N°4 :** 30 heures de vols par l'Armée de l'Air et 97 par l'ALA effectuées (non atteint)
- **Résultat annuel N°5 :** Aucune synergie n'a été créée
- **Résultat annuel N°6 :** une présence permanente inter forces sur nos frontières maritimes et terrestres a été assurée (objectif atteint)
- **Résultat annuel N°7 :** Aucune surveillance radar permanente pour la sécurisation de l'espace maritime et aérien (non atteint)
- **Résultat annuel N°8 :** 80 jours de présence en mer par bâtiment de la Marine Nationale y compris en zone Delta ont été réalisés (atteint)
- **Résultat annuel N°9 :** 130 patrouilles uniquement réalisées par la GENA (partiellement atteint).
- **Résultat annuel N°10 :** les flux migratoires aux frontières n'ont pas été maîtrisés (non atteint).

- **Résultat annuel N°11** : 20% des interventions ont été réalisées dans un délai inférieur ou égal à 1 heure.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prév ision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prév ision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle (2020)
Nombre de relè ves ayant été faites dans les délais impartis à MINKEBE	NB	8	12	12	12	0	12	12
Nombre de relè ves ayant été faites dans les délais impartis à île MBANIE	NB	24	24	24	24	0	24	24
Nombre de missions effectuées par l'Armée de terre aux frontières terrestres	NB	NC	NC	20	20	0	20	20
Nombre de missions de projection des troupes sur les théâtres d'opérations	NB	NC	NC	12	02	10	12	12
Nombre d'heures de vol réalisées par les équipages de l'Armée de l'Air	NB d'h	NC	NC	1040	30	1010	NC	NC
Nombre d'heures de vol réalisées par les équipages de l'ALA	NB d'h	NC	NC	728	97	631	NC	NC
Nombre de missions de reconnaissance aérienne conjointes effectuées (AA et ALA)	NB	NC	NC	52	12	40	104	158
Nombre d'embarcations de pêche clandestine arraisonnées	NB	24	15	30	37	-7	40	50
Nombre d'orpailleurs et de braconniers interpellés et présentés devant les tribunaux par la DGCISM	NB	35	3	50	09	41	NC	NC
Nombre de clandestins interpellés sur le littoral (GENA+ MN)	NB	196	150	300	130	170	NC	NC
Nombre de patrouilles effectuées par an en mer. (GENA+ MN)	NB	843	528	1200	136	1 064	1250	1360
Nombre d'escortes effectuées (Marine/ALA) des tankers assurant l'approvisionnement en carburant	NB	163	163	200	52	148	200	200
Nombre d'immigrants clandestins interpellés et refoulés aux frontières terrestres (DGCISM+GENA)	NB	336	376	500	110	390	NC	NC
Taux d'interventions réalisées dans un délai inférieur ou égal à une (01) heure (CSP)	%	NC	NC	40	20	-20	50	70

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : En 2016, les 24 relèves de l'île Mbanié et les 12 relèves de Minkebe ont été réalisées.

Résultat annuel N°2 : en 2016, toutes les 24 sorties de nomadisation aux frontières ont été réalisées.

Résultat annuel N°3 : Sur les 12 missions de projections aériennes des unités combattantes préconisées sur les différents théâtres d'opération, seules 02 ont pu être effectuées. Cela s'explique par les difficultés logistiques et l'insuffisance de carburant avion positionné.

Résultat annuel N°4 : Sur les 1040 heures de vol prévues pour l'Armée de l'Air et les 728 heures pour l'ALA, respectivement 30 Heures pour l'armée de l'air et 97 heures pour L'ALA ont pu être couvertes. Cette faible performance s'explique par les longues indisponibilités des appareils dues au manque de pièces de rechange dans nos magasins ainsi que l'insuffisance du carburant positionné pour cette activité.

Résultat annuel N°5 : En 2016, tenant compte de la convoitise suscitée par la richesse de notre sous-sol et de notre faune, l'objectif fixé en termes d'interpellations d'orpailleurs clandestins et de braconniers était de 50 actions réussies. Cet objectif n'a pas été atteint (9/50) à cause de l'insuffisance des moyens consacrés à l'activité.

Résultat annuel N°6 : Ce résultat est partiellement atteint. En effet, plusieurs indicateurs de mesure d'activités relatifs à ce résultat n'ont pas été totalement atteints. Sur 30 embarcations de pêches clandestines à arraisonner préconisées, seules 10 l'ont été. De même, sur 300 clandestins à interpellé seuls 110 ont pu l'être. Dans le même registre, seules 300 patrouilles conjointes (GENA + MN) en mer ont été effectués sur un total de 1200 patrouilles prévues. Cela s'explique entre autres par l'insuffisance des moyens mis à la disposition des unités.

Résultat annuel N°7 : Résultat non atteint, car à ce jour aucun radar n'a été acquis

Résultat annuel N°8 : Ce résultat a pu être atteint grâce essentiellement à la présence permanente de nos unités en zone D sur l'ensemble de l'année.

Résultat annuel N°9 : Sur 300 clandestins à interpeller sur le littoral par la GENA et la Marine Nationale, la GENA Mobile via la compagnie Nautique a arraisonné à elle seule 130. Ce rapport a été transmis aux services de l'immigration. Toutefois, des difficultés ont été relevées au niveau des liaisons en mer (retard d'exécution dû au manque de carburant).

Résultat annuel N°10 : Sur 500 immigrants clandestins à interpeller, 110 ont pu l'être réellement, du fait de l'extrême porosité des frontières terrestres et de l'insuffisance des moyens matériels et des équipements spécifiques.

Résultat annuel N°11 : 20% des interventions ont été réalisées dans un délai inférieur ou égal à une heure. Ceci s'explique d'une part par les distances suffisamment longues entre la caserne et les lieux d'intervention, et d'autre part par l'absence de coopération des populations civiles sur la voie publique pendant les déplacements des convois d'interventions.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.311.1: Coordination générale et formation inter-armées	233 205 557	275 015 622	-41 810 065	233 205 557	275 015 622	-41 810 065
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	22 600 000	32 122 500	-9 522 500	22 600 000	32 122 500	-9 522 500
Titre 3 Dépenses de biens et services	210 605 557	213 822 642	-3 217 085	210 605 557	213 822 642	-3 217 085
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	29 070 480	-29 070 480	0	29 070 480	-29 070 480
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311.2: Préparation des forces terrestres	740 101 633	2 326 225 753	-1 586 124 120	740 101 633	2 326 225 753	-1 586 124 120
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	50 184 000	49 048 500	1 135 500	50 184 000	49 048 500	1 135 500
Titre 3 Dépenses de biens et services	689 917 633	2 277 177 253	-1 587 259 620	689 917 633	2 277 177 253	-1 587 259 620
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311.3: Préparation des forces navales	141 613 797	234 109 905	-92 496 108	141 613 797	234 109 905	-92 496 108
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	141 613 797	234 109 905	-92 496 108	141 613 797	234 109 905	-92 496 108
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311.4: Préparation des forces aériennes	243 463 907	320 164 759	-76 700 852	243 463 907	320 164 759	-76 700 852
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	100 398 000	97 388 057	3 009 943	100 398 000	97 388 057	3 009 943
Titre 3 Dépenses de biens et services	143 065 907	222 776 702	-79 710 795	143 065 907	222 776 702	-79 710 795
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311.5: Renseignement militaire	89 091 981	84 748 815	4 343 166	89 091 981	84 748 815	4 343 166
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	17 196 000	18 206 500	-1 010 500	17 196 000	18 206 500	-1 010 500
Titre 3 Dépenses de biens et services	71 895 981	66 542 315	5 353 666	71 895 981	66 542 315	5 353 666
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311.6: Génie militaire	71 895 981	59 888 083	12 007 898	71 895 981	59 888 083	12 007 898
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	71 895 981	59 888 083	12 007 898	71 895 981	59 888 083	12 007 898

Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311.7: Sécurité civile (corps des sapeurs-pompiers)	71 895 981	95 821 995	-23 926 014	71 895 981	95 821 995	-23 926 014
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	71 895 981	95 821 995	-23 926 014	71 895 981	95 821 995	-23 926 014
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.311: Préparation et emploi des forces	1 591 268 838	3 395 974 932	-1 804 706 094	1 591 268 838	3 395 974 932	-1 804 706 094
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	190 378 000	196 765 557	-6 387 557	190 378 000	196 765 557	-6 387 557
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 890 838	3 170 138 895	-1 769 248 057	1 400 890 838	3 170 138 895	-1 769 248 057
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	29 070 480	-29 070 480	0	29 070 480	-29 070 480
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Pour une dotation de **1 591 268 838 FCFA** de crédits inscrits en loi de finances, **3 395 974 932 FCFA** ont été ordonnancés, soit un dépassement de **1 804 706 094 FCFA**. Ce niveau correspond à un taux d'exécution global de **213,4%**.

Ce niveau d'exécution par titre se présente comme suit :

Titre 2 : Sur **190 378 000 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 2, **196 765 557 FCFA** ont été ordonnancés soit un dépassement de **6 387 557 FCFA**. Cet écart est la conséquence de la prise en compte d'un relèvement du niveau de rémunération de la MONP de la DGCISM durant l'année 2016.

Titre 3 : Sur **1 400 890 838 FCFA** inscrit, **3 170 138 895 FCFA** ont été exécutés soit un écart de **1 769 248 057 FCFA**. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **226,29 %**.

Ce dépassement, lié à des mouvements de crédits reçus de la dotation "dépenses transversales", a permis d'assurer la mobilité et l'alimentation des unités pendant la période électorale.

Titre 5 : Le programme n'a pas bénéficié d'une autorisation parlementaire en 2016. Toutefois, un mouvement de crédits de **29 070 480 FCFA** de la mission "provisions" a permis au programme d'acquérir du matériel informatique au profit de la DGCISM.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Virements

Tableau récapitulatif des virements

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Préparation et emploi des forces	Vie du Soldat	Titre 3	-300 050 000	-300 050 000
Total des virements			-300 050 000	-300 050 000
dont Titre 3			-300 050 000	-300 050 000

Explication des impacts de chaque virement :

Un virement de 300 050 000 FCFA du titre 3 a été effectué au bénéfice du programme vie du soldat pour abonder le montant initial relatif au paiement des baux administratifs.

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Programme : Préparation et emploi des forces	Programme : Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Titre 2	-14 913 480	-14 913 480
Programme : Préparation et emploi des forces	Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Titre 2	-1 655 475	-1 655 475
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Préparation et emploi des forces	Titre 2	22 956 512	22 956 512
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Préparation et emploi des forces	Titre 3	1 977 079 350	1 977 079 350
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Préparation et emploi des forces	Titre 5	29 070 480	29 070 480
Total des Transferts			2 012 537 387	2 012 537 387
dont Titre 2			6 387 557	6 387 557
dont Titre 3			1 977 079 350	1 977 079 350
dont Titre 5			29 070 480	29 070 480

Explication des impacts de chaque transfert :

Le programme Préparation et Emploi des forces a une situation de transferts globalement positive avec un solde de 2 012 537 387 F CFA correspondant à 16 568 955 FCFA de transferts effectués au profit d'autres programmes contre 2 029 106 342 FCFA reçus.

Ces mouvements s'expliquent comme suit :

- 14 913 480 FCFA transférés au bénéfice du programme Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources au titre d'un regroupement de crédits pour la couverture de la solde permanente 2016 ;
- 1 655 475 FCFA transféré au bénéfice du programme Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources au titre d'un ajustement budgétaire de la MONP ;
- 22 956 512 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre d'un ajustement budgétaire de la MONP au sein du programme ;
- 1 977 079 350 FCFA des biens et services reçu du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge de deux (02) manœuvres militaires (megalops et obangame 2016) pour un montant de 120 702 800 FCFA et 1 856 376 550 FCFA pour la prise en charge de l'alimentation des troupes de la 7ème région militaire ;
- 29 070 480 FCFA du titre 5 reçu du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge des dépenses liées à l'acquisition de matériel informatique pour le compte de la DGCISM.

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Effectifs au 31 décembre 2014	Effectifs au 31 décembre 2015	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2016	Mouvements d'effectifs en 2016			Effectifs au 31.12. 2016
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Agents hors catégorie	-	-	-	-	-	-	-
Agents de catégorie A	-	-	-	-	-	-	-
Permanents	-	-	-	-	-	-	-
Non permanents	-	-	-	-	-	-	-
Agents de catégorie B	-	-	-	-	-	-	-
Permanents	-	-	-	-	-	-	-
Non permanents	-	-	-	-	-	-	-
Agents de catégorie C	-	-	-	-	-	-	-
Permanents	-	-	-	-	-	-	-
Non permanents	-	-	-	-	-	-	-
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)	-	-	-	-	-	-	-
Main d'œuvre non permanente	87	87	87	02	00	-02	85
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme	87	87	87	02	00	-02	85

Explication des évolutions :

En 2016, deux décès ont été enregistrés au sein des effectifs de la main-d'œuvre non permanente de l'Armée de Terre et de la Marine Nationale. En conséquence, les effectifs de la main-d'œuvre non permanente des BOP Forces Terrestres et Forces Navales sont respectivement passés de 27 à 26 et de 07 à 06 en fin d'année 2016.

NB : Un problème d'inscription du titre 2 se pose au niveau du BOP Forces Navales dans les différentes lois de finances. En effet, ce BOP détenteur de la MONP ne voit pas les crédits de ses personnels affichés régulièrement au niveau de l'action N°4 (Préparation et emploi de la Force Navale)

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	190 378 000	190 378 000	196 765 557	196 765 557	-6 387 557	-6 387 557
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2	190 378 000	190 378 000	196 765 557	196 765 557	-6 387 557	-6 387 557

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

L'écart de 6 387 557 FCFA est la conséquence de la prise en compte d'un relèvement du niveau de rémunération des agents de la DGCISM durant l'année 2016.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

Actions	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
AC TION 1 COORDINATION GÉNÉRALE ET FORMATION INTER ARMÉES	210 605 557	210 605 557	213 822 642	213 822 642	-213 822 642	-213 822 642
Activité 1 : Entraînements au CAOME/FOGA	30 933 149	30 933 149	31 405 665	31 405 665	-31 405 665	-31 405 665
Activité 2 : Reconnaissances des zones d'exercices	9 545 323	9 545 323	9 691 132	9 691 132	-31 405 665	-31 405 665
Activité 3 : Coordination des opérations de Sécurisation sur le site de MOKEKOU	37 740 926	37 740 926	38 317 434	38 317 434	-31 405 665	-31 405 665
Activité 4 : Inspections du site de MOKEKOU et contrôle des activités des corps.	8 696 515	8 696 515	8 829 358	8 829 358	-31 405 665	-31 405 665
Activité 5 : Formation et Entraînement d'une promotion d'élèves Sous-Officiers d'Active à l'ENSOA de Moula	23 166 618	23 166 618	23 520 497	23 520 497	-31 405 665	-31 405 665
Activité 6 : Exercice interarmées	18 097 229	18 097 229	18 373 672	18 373 672	-31 405 665	-31 405 665
Activité 7 : Inspections des activités de montée en puissance en vue de l'ouverture de l'ENFOMA.	21 275 234	21 275 234	21 600 222	21 600 222	-31 405 665	-31 405 665
Activité 8 : Conception et Production des documents administratifs et supports didactiques des Ecoles	6 899 994	6 899 994	7 005 394	7 005 394	-31 405 665	-31 405 665
Activité 9 : Inspections du BATRES	49 707 449	49 707 449	50 466 750	50 466 750	-31 405 665	-31 405 665
Opération individualisée : Coordination JDN + IND	4 543 120	4 543 120	4 612 518	4 612 518	-31 405 665	-31 405 665
AC TION 2 RENSEIGNEMENT MILITAIRE	71 895 981	71 895 981	66 542 315	66 542 315	-66 542 315	-66 542 315
Activité1 : Recherches des renseignements généraux et opérationnels	71 895 981	71 895 981	66 542 315	66 542 315	-66 542 315	-66 542 315
AC TION 3 FORCES TERRESTRES	689 917 633	689 917 633	2 277 177 253	2 277 177 253	-2 277 177 253	-2 277 177 253
Activité 1 : Relève Mokekou	31 468 018	31 468 018	103 864 943	103 864 943	-103 864 943	-103 864 943
Activité 2:Exercice de tirs	31 468 018	31 468 018	103 864 943	103 864 943	-103 864 943	-103 864 943
Activité 3:Inspections régions militaires	79 528 265	79 528 265	262 495 038	262 495 038	-103 864 943	-103 864 943
Activité 4:Transport des personnels	160 034 445	160 034 445	528 217 835	528 217 835	-103 864 943	-103 864 943
Activité 5:Nomadisation aux frontières	107 697 937	107 697 937	355 473 292	355 473 292	-103 864 943	-103 864 943
Activité 6:Formation des personnels non officiers	45 771 663	45 771 663	151 076 281	151 076 281	-103 864 943	-103 864 943

Activité 7:Transport des personnels affectés	48 632 392	48 632 392	160 518 548	160 518 548	-103 864 943	-103 864 943
Activité 8:Reconnaitances des zones d'exercice	43 483 080	43 483 080	143 522 467	143 522 467	-103 864 943	-103 864 943
Activité 9 : Relève Ile Mbanié	30 166 105	30 166 105	99 567 782	99 567 782	-103 864 943	-103 864 943
Activité 10 : Reconnaissances des zones d'entraînement	12 066 442	12 066 442	39 827 112	39 827 112	-103 864 943	-103 864 943
Activité 11 : Campagne de tir des unités de la Légion Nord-Ouest	24 132 884	24 132 884	79 654 225	79 654 225	-103 864 943	-103 864 943
Activité 12:Sorties de combat	6 033 221	6 033 221	19 913 557	19 913 557	-103 864 943	-103 864 943
Activité 13:Formation des élèves officiers	24 132 884	24 132 884	79 654 225	79 654 225	-103 864 943	-103 864 943
Activité 14:Formation des élèves sous-officiers	24 132 884	24 132 884	79 654 225	79 654 225	-103 864 943	-103 864 943
Opération individualisées (JDN+IND) :	21 169 394	21 169 394	69 872 780	69 872 780	-103 864 943	-103 864 943
AC TION 4 FORCE NAVALE	141 613 797	141 613 797	234 109 905	234 109 905	-234 109 905	-234 109 905
Activité 1 : surveillance maritime zone sud	30 245 153	30 245 153	50 000 000	50 000 000	-50 000 000	-50 000 000
Activité 2 : surveillance maritime zone nord	24 196 122	24 196 122	40 000 000	40 000 000	-50 000 000	-50 000 000
Activité 3 escorte de navires	31 454 959	31 454 959	52 000 000	52 000 000	-50 000 000	-50 000 000
Activité 4 : sécurisation site de Mokekou	10 888 255	10 888 255	18 000 000	18 000 000	-50 000 000	-50 000 000
Activité 5 : sécurisation du littoral	36 294 183	36 294 183	60 000 000	60 000 000	-50 000 000	-50 000 000
Activité 6 : sécurisation de la ville	6 049 031	6 049 031	10 000 000	10 000 000	-50 000 000	-50 000 000
Opération individualisée : Fêtes de l'indépendance 2016	2 486 094	2 486 094	4 109 905	4 109 905	-50 000 000	-50 000 000
AC TION 5 FORCES AÉRIENNES	143 065 907	143 065 907	222 776 702	222 776 702	-222 776 702	-222 776 702
Activité 1 : Coordination générale des activités opérationnelles	29 221 855	29 221 855	45 503 144	45 503 144	-45 503 144	-45 503 144
Activité 2 : Préparation des forces : Formation-instruction militaires	9 954 053	9 954 053	15 500 067	15 500 067	-45 503 144	-45 503 144
Activité 3 : Emploi opérationnel des forces : Missions opérationnelles aériennes	16 375 218	16 375 218	25 498 856	25 498 856	-45 503 144	-45 503 144
Activité 4 : Préparation des forces : Entraînements spécifiques des commandos	3621136,617	3621136,617	5 638 694	5 638 694	-45 503 144	-45 503 144
Activité 5 : Emploi opérationnel des forces : Missions de projection des troupes (MINKEBE)	10 685 274	10 685 274	16 638 695	16 638 695	-45 503 144	-45 503 144
Activité 7 : Préparation des forces : Maintien en condition des pilotes hélicoptères	38 384 199	38 384 199	59 770 391	59 770 391	-45 503 144	-45 503 144
Activité 8 : journée de la Défense	7 063 902	7 063 902	10 999 635	10 999 635	-45 503 144	-45 503 144
Activité 9:Fête de l'indépendance	27 760 270	27 760 270	43 227 220	43 227 220	-45 503 144	-45 503 144
AC TION 6 GÉNIE MILITAIRE	71 895 981	71 895 981	59 888 083	59 888 083	138 157 389	138 157 389
Activités : Activités du génie	71 895 981	71 895 981	59 888 083	59 888 083	138 157 389	138 157 389
AC TION 7 SÉCURITÉ CIVILE	71 895 981	71 895 981	95 821 995	95 821 995	-95 821 995	-95 821 995
Activité1 : Préparation et interventions spécialisées	23 116 891	23 116 891	30 809 881	30 809 881	-95 821 995	-95 821 995
Activité 2 : Prévention et action de formation	11 254 616	11 254 616	15 000 000	15 000 000	-95 821 995	-95 821 995
Activité 3 : Soutien logistique	11 254 616	11 254 616	15 000 000	15 000 000	-95 821 995	-95 821 995
Total des crédits de titre 3	1 400 890 838	1 400 890 838	3 170 138 895	3 170 138 895	-2 972 093 423	-2 972 093 423

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

Pour **1 400 890 838 FCFA** ouverts en loi de finances 2016, **3.170.138.895 FCFA** ont été exécutés. Ce qui correspond à un taux d'exécution de **226,29%**, base ordonnancement.

Par action et activité cette exécution se présente comme suit :

Action 1 Coordination Générale

En titre 3, l'Action coordination générale a été dotée initialement de **210 605 557 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution base ordonnancement de **213 822 642 FCFA**, soit **101%** des crédits ouverts.

Toutefois, l'action n'a bénéficié que de **26 525 360 FCFA** de paiements réels ; ce qui correspond à un taux d'exécution base caisse de **4,57%**.

Sur base des ressources payées, seules 4 activités sur 9 initialement programmées ont été menées dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs 1 et 2 :

- Réalisation de 24 stages d'aguerrissement en forêt (CAOME) ;
- Formation et entraînement de 50 élèves sous-officiers d'active (ENSOA) ;
- Réalisation d'un exercice interarmées ;
- 04 relèves des opérations de Sécurisation sur les sites de MOKEKOU.

Action 2 Renseignement militaire

L'action renseignement militaire a été dotée initialement de **71 895 981 FCFA**. Sur cette dotation, seuls **66 542 315 FCFA** ont été ordonnancés, soit **92,5%** des crédits ouverts.

Toutefois, la consommation réelle correspondant aux crédits effectivement payés s'élève à **32 274 364 FCFA**, soit un taux d'exécution base caisse de **45%**.

Au regard de ce niveau d'exécution, certaines activités liées à la recherche des renseignements généraux et opérationnels programmés n'ont pas pu être réalisées faute de règlement total des dépenses ordonnancées.

ACTION 3 : Forces Terrestres :

Cette action a été initialement dotée dans la loi de finance 2016 de **689 917 633 FCFA**. Suite aux nombreux besoins liés à ses activités, l'action a bénéficié de mouvement à hauteur de **1 587 259 620 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **2 277 177 253 FCFA**, soit **330%** des crédits ouverts.

La consommation réelle base caisse à fin décembre 2016 s'élève à **119 688 747 FCFA**, soit un taux d'exécution de **17%**.

Sur cette base, l'accent a été mis sur certaines activités liées à la réalisation des objectifs 1 et 2.

- Formation de 50 élèves officiers ;
- Formation des 350 personnels sous-officiers ;
- Réalisation de 24 relèves à Ile Mbanié ;
- Réalisation de 04 relèves à Mokekou.

Action 4 Forces navales

Le BOP Force Navale avait bénéficié de **141 613 797 FCFA** d'inscription budgétaire au titre de la loi de finances 2016. Sur cette inscription, un montant de **234 109 905 FCFA** a été ordonnancé. Cela correspond à un taux d'exécution de **165%**.

Toutefois, en dépit de ce niveau d'ordonnancement, **29 450 985 FCFA** ont été effectivement payés, ramenant le taux d'exécution réel base caisse à **20,79%**.

Sur cette base, seules les activités dites « régaliennes » ont été effectuées. Celles-ci se déclinent en :

- La surveillance maritime (en zones nord et sud), qui constitue la principale activité du BOP ;
- L'escorte de navires entre Libreville et Port-Gentil ;
- Les relèves sur le site de Mokekou ;
- Les patrouilles effectuées dans le cadre de la sécurisation du littoral ;

Action 5 Forces aériennes

Cette action a initialement bénéficié de **143 065 907 FCFA**. Elle affiche un volume d'ordonnancement de **222 776 702 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution de **155,71%**.

Le Bop a bénéficié de règlements à hauteur de **80 977 582 FCFA**, soit un taux d'exécution base caisse de **20,55%**.

Malgré cette insuffisance de règlement, le BOP Forces Ariennes a pu réaliser quelques activités en lien avec les objectifs 1 et 2 :

- Coordination des activités opérationnelles ;
- Préparation des forces : Formation-instruction militaires ;
- Emploi opérationnel des forces : Missions opérationnelles aériennes ;
- Préparation des forces : Entraînements spécifiques des commandos ;
- Emploi opérationnel des forces : Missions de projection des troupes (MINKEBE) ;
- Préparation des forces : Maintien en condition des pilotes hélicoptères ;
- Fête de l'indépendance.

Action 6 : Génie militaire

L'action Génie militaire a été dotée de **71 895 981 FCFA** en Loi des Finances. Elle affiche un taux d'engagement et d'ordonnancement de **59 888 083 FCFA** soit 83,29%.

Toutefois, l'action a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **20 446 086 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **10,32 %**.

Sur cette base, les activités suivantes ont été menées :

- Exercices de franchissement ;
- Entraînement aux travaux topographiques ;
- Reconnaissance des zones d'exercices.

Action 7 : Sécurité civile

Cette action a été dotée de **71 895 981 FCFA** en Loi des Finances. Elle affiche un taux d'exécution de **95 821 995 FCFA** soit 133,27%

Sur cette base, toutes les activités initialement programmées ont été menées :

- Assurer la préparation et les interventions spécialisées ;
- Assurer la prévention et les actions de formation ;
- Assurer le soutien logistique.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ACTION	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
AC TION 1 COORDINATION GÉNÉR ALE ET FORMATION INTER ARMÉES	0	0	29 070 480	29 070 480	-29 070 480	-29 070 480
Acquisition matériels inf ormatiques (DGCISM)	0	0	29 070 480	29 070 480	-29 070 480	-29 070 480
Total des crédits de titre 5	0	0	29 070 480	29 070 480	-29 070 480	-29 070 480

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement par action :

L'exécution du titre 4 n'a été possible que grâce au transfert reçu de 29 070 480 FCFA. Il a permis l'acquisition de matériels informatiques au profit de la DGCISM.

PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le responsable du programme (RPROG) Équipement des Forces (EF) est le Directeur de Cabinet Militaire du Ministre de la Défense Nationale.

L'objectif de ce programme est de fournir aux Forces de Défense, les équipements et matériels adaptés, mais aussi d'assurer leur entretien, leur réparation et leur maintenance, pour un fonctionnement plus efficient.

Le champ du programme Équipement des Forces regroupe :

- Les équipements des forces de défense à l'exception de ceux de la Garde républicaine et de certains équipements spécifiques de la Santé Militaire, du Génie militaire et de la Gendarmerie Nationale ;
- Les infrastructures techniques abritant les équipements, notamment les hangars, les ateliers, les soutes, les quais, les pistes, les champs de tir, les camps d'entraînement...

Ce programme ne regroupe pas :

- Les éléments liés à la vie du soldat ;
- L'équipement de la garde républicaine ;
- L'équipement spécifique de la santé militaire ;
- L'équipement spécifique de la Gendarmerie Nationale.

Le programme Équipement des Forces qui regroupe en grande partie, les investissements du Ministère de la Défense Nationale qui se caractérisent par une durée de vie particulièrement longue des matériels, doit nécessairement être en étroite collaboration avec les programmes « Préparation et Emploi des Forces » et « Vie du Soldat ».

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Equipement des forces terrestres

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme, la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels terrestres ;
- des infrastructures, des bâtiments.

Cette action est mise en œuvre par les Directions de la Logistique ou équivalent des corps, les Directions des Services Administratifs et Financiers des corps et la Direction Générale de la Maintenance automobile et de la Formation (DGMAF).

ACTION N° 2 : Equipement des forces aériennes

L'équipement des forces aériennes recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels aériens ;
- des infrastructures, des bâtiments.

Cette action est mise en œuvre par les directions chargées des Services Techniques, des Opérations, des Transmissions, des Infrastructures et Programmation, des Services Administratifs et Financiers, de l'Informatique et par les moyens techniques des bases de l'armée de l'Air et de l'ALA.

ACTION N°3 : Equipement Navale

L'équipement de la Navale recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels navals ;
- des infrastructures, des bâtiments.

Cette action est mise en œuvre par les directions chargées des Opérations, des Services Administratifs et Financiers, de la logistique et Matériel, des services informatiques, de la programmation et de l'infrastructure de la Marine Nationale.

ACTION 4 : Equipement spécifique des Sapeurs-Pompiers

L'équipement des Sapeurs-Pompiers recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion des équipements et des matériels spécifiques des Sapeurs-Pompiers.

Cette action est mise en œuvre par les Directions chargées des Services Administratifs et Financiers, de la logistique et du matériel, des transmissions, de l'informatique, de la logistique et du matériel du corps des sapeurs-pompiers (CSP).

ACTION 5 : Equipement de la Gendarmerie Nationale

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements spécifiques et des matériels de la Gendarmerie Nationale (GENA) ;
- des infrastructures, des bâtiments.

Cette action est mise en œuvre par les Directions Générale des Services Administratifs et Financiers et la Direction Générale des Matériels et des services techniques de la GENA.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

L'État des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées fortes suivantes :

- Il existe aujourd'hui beaucoup de flou sur les normes en matière d'équipements de chaque force, de chaque compagnie, de chaque soldat. Il en va de même pour ce qui concerne les stratégies d'action face à chaque menace et dans chaque système de force. Cela rend très difficile l'élaboration d'une stratégie d'équipement rationnelle des forces.
- Le bilan des équipements et des matériels des forces permet de constater l'obsolescence et la désuétude de nombreux équipements et matériels et un fort sous équipement des soldats en équipement individuel.
- On relève également une forte indisponibilité des équipements des forces. De très nombreux équipements et matériels sont hors service. Il n'y a pas de politique claire d'acquisition des équipements et des matériels.
- La création de la Direction Générale de la Maintenance Automobile et de Formation (DGMAF) participe à améliorer la structure de la fonction « entretien-réparation-maintenance », reste encore le problème du rapprochement des lieux de localisation des unités combattantes.
- Le constat est fait qu'il n'y a pas de norme ni d'objectifs précis sur le taux de disponibilité de chaque type d'équipement.
- Le patrimoine immobilier est vétuste et insuffisant.

ENJEUX

- Parvenir à une vision partagée des choix d'équipement sous contrainte budgétaire ;
- Doter les forces de défense des équipements et matériels adaptés aux différentes menaces prises en compte ;
- Faire progresser de façon significative, le taux d'opérationnalité des équipements et des matériels ;
- Assurer l'interopérabilité des équipements entre différentes forces.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité. ;

OBJECTIF N°2: Augmenter les capacités d'accueil des casernes ;

OBJECTIF N°3 : Rapprocher la fonction "entretien-réparation-maintenance" des lieux de localisation des unités ;

OBJECTIF N°4 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir réparé et redistribué 1 500 armes dans l'ensemble des Forces de défense
- **Résultat annuel N°2** : Avoir doté 800 soldats d'un paquetage complet

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : Aucune arme réparée et redistribuée aux Forces de défense (non atteint).
- **Résultat annuel N°2** : Aucun soldat doté d'un paquetage complet (non atteint).

Indicateurs de performances

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prév ision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prév ision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de soldats ay ant reçu un paquetage complet	nombre	NC	250	800	00	800	13 000	23 000 (2018)
Nombre d'armes réparées	nombre	NC	//	1500	00	1500	2000	5000 (2018)
Nombre d'armes redistribuées	nombre	NC	//	1500	00	1500	15000	14 000 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : aucun achat de matériels de réparation d'armes n'a été effectué par le programme Equipement des Forces en 2016. Le programme, pour l'exercice budgétaire 2016, s'est vu gelé l'investissement au profit des activités et missions spécifiques.

Résultat annuel N°2 : concernant le volet habillement, la non mise en place du titre 5 n'a pas permis d'atteindre cet objectif. Il convient toutefois de noter que le non-paiement des arriérés datant de l'année 2014 ne facilite pas la réalisation optimale de cet objectif.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Augmenter les capacités des casernements des militaires

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir effectué à 50% les travaux de construction des casernes de Port-Gentil et du RCAS
- **Résultat annuel N°2** : Avoir effectué à 75% les travaux d'électrification et d'adduction d'eau dans la Caserne de Mandilou

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N° 1** : Aucun démarrage effectif des travaux n'a été enregistré (non atteint).
- **Résultat annuel N° 2** : Aucun travail d'électrification et d'adduction d'eau dans la Caserne de Mandilou n'a été effectué (non atteint)

Indicateurs de performance :

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prév ision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prév ision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement de construction des travaux caserne de Port-Gentil	%	NC	00	50	0	-50	50	100 en 2020
Taux d'avancement de construction des travaux caserne RCAS	%	NC	00	50	0	-50	50	100 en 2020
Taux d'avancement des travaux d'électrification de la caserne Mandilou	%	NC	00	75	0	-75	NC	100 en 2018
Taux d'avancement des travaux d'adduction d'eau de la caserne Mandilou	%	NC	00	75	0	-75	NC	100 en 2018

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

L'ensemble des projets de cet objectif n'ont pu être atteints par défaut de moyens financiers.

Résultat annuel N° 1 : Ce projet n'a pu être atteint par défaut de moyens financiers. En effet, en 2016 le budget d'investissement du programme a été gelé. Par conséquent, aucun projet d'investissement n'a connu un début de financement.

Résultat annuel N° 2 : Le programme équipement des forces pour l'exercice budgétaire 2016 s'est vu gelé l'investissement au profit des activités et missions spécifiques.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°3 : Rapprocher la fonction "entretien-réparation-maintenance" des lieux de localisation des unités combattantes.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel attendu N° 1 :** Avoir avancé de 50% dans l'opérationnalisation de l'atelier d'Oyem
- **Résultat annuel attendu N° 2 :** Avoir réalisé à 50% le processus d'élargissement de la DGMAF aux véhicules de la gamme civile

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N° 1 :** Aucune avancée dans l'opérationnalisation de l'atelier d'Oyem n'a été enregistrée (non atteint).
- **Résultat annuel N° 2 :** Le processus d'élargissement de la DGMAF aux véhicules de la gamme civile n'a pas été réalisé (non atteint).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prév ision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prév ision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement des travaux d'électrification de l'atelier d'Oyem	%	NC	50	50	0	50	100	100 en 2018
Taux d'avancement des travaux d'adduction en eau de l'atelier à Oyem	%	NC	50	50	0	50	100	100 en 2018
Taux d'avancement du processus de déploiement du personnel à l'atelier d'Oyem	%	NC	//	100	0	100	50	100 en 2018
Taux d'avancement de la mise en œuvre du processus d'élargissement de la DGMAF aux véhicules de la gamme civile	%	NC	50	50	0	50	50	100 en 2018

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

L'ensemble des projets de cet objectif n'ont pu être atteints faute de moyens financiers.

Le programme équipement des forces pour l'exercice budgétaire 2016 s'est également vu gelé l'investissement au profit des activités et missions spécifiques.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°4 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir armé 5 vedettes de la Marine Nationale en canon de 20 mm
- **Résultat annuel N° 2** : Avoir doté les Forces de 12 groupes électrogènes

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : Aucune vedettes de la Marine Nationale en canon de 20 mm n'a été acquise (non atteint)
- **Résultat annuel N° 2** : Aucune force n'a été dotée de groupes électrogènes (non atteint).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de vedettes armées	Nbre	NC	NC	5	0	5	6	06 en 2017
Taux d'avancement du projet groupe électrogène	Nbre	NC	NC	12	0	12	12	12 en 2017

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N° 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2016, le programme équipement des forces s'est vu gelé l'investissement au profit des activités et missions spécifiques.

Résultat annuel N° 2 :

L'ensemble des projets de cet objectif n'ont pu être atteints par défaut de moyen financiers

Le programme équipement des forces s'est vu gelé l'investissement au profit des activités et missions spécifiques.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.318.1: Equipement des forces terrestres	26 789 205 586	23 228 331 539	3 560 874 047	26 789 205 586	23 228 331 539	3 560 874 047
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	263 124 112	243 080 406	20 043 706	263 124 112	243 080 406	20 043 706
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	26 526 081 474	22 985 251 133	3 540 830 341	26 526 081 474	22 985 251 133	3 540 830 341
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.318.2: Equipement des forces aériennes	10 959 477 863	981 936 377	9 977 541 486	10 959 477 863	981 936 377	9 977 541 486
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	50 000 000	28 502 852	21 497 148	50 000 000	28 502 852	21 497 148
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	10 909 477 863	953 433 525	9 956 044 338	10 909 477 863	953 433 525	9 956 044 338
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.318.3: Equipement sapeurs-pompiers	2 144 448 337	200 285 850	1 944 162 487	2 144 448 337	200 285 850	1 944 162 487
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	65 000 000	28 500 000	36 500 000	65 000 000	28 500 000	36 500 000
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	2 079 448 337	171 785 850	1 907 662 487	2 079 448 337	171 785 850	1 907 662 487
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.318.4: Equipement de la gendarmerie nationale	2 926 584 126	173 876 412	2 752 707 714	2 926 584 126	173 876 412	2 752 707 714
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	125 000 000	11 876 188	113 123 812	125 000 000	11 876 188	113 123 812
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	2 801 584 126	162 000 224	2 639 583 902	2 801 584 126	162 000 224	2 639 583 902
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.318.5: Equipement de la marine nationale	3 054 562 756	804 445 387	2 250 117 369	3 054 562 756	804 445 387	2 250 117 369
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	50 000 000	28 500 000	21 500 000	50 000 000	28 500 000	21 500 000
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	3 004 562 756	775 945 387	2 228 617 369	3 004 562 756	775 945 387	2 228 617 369
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

7.318: Equipement des forces	45 874 278 668	25 388 875 565	20 485 403 103	45 874 278 668	25 388 875 565	20 485 403 103
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	553 124 112	340 459 446	212 664 666	553 124 112	340 459 446	212 664 666
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	45 321 154 556	25 048 416 119	20 272 738 437	45 321 154 556	25 048 416 119	20 272 738 437
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Autorisés à **45 874 278 668 FCFA** dans la loi de finances, les crédits du programme ont été exécutés (crédits mis à disposition) à **25 388 875 565 FCFA**, soit un écart de **20 485 403 103 FCFA**.

Ce niveau d'exécution qui correspond à un taux de 55,3% est reparti entre les titres comme suit :

Titre 3 : Sur **553 124 112 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 3, seuls **340 459 446 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **212 664 666 FCFA**. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 61,5 %.

La réserve de 27 656 206 FCFA n'ayant pas été levée en cours d'année, le niveau des crédits disponibles est de 525 467 906 FCFA. Rapporté aux crédits nets de la réserve, le taux d'exécution est de 65%.

L'écart 212 664 666 FCFA est imputable à la non levée de la réserve obligatoire de 27 656 206 FCFA ainsi qu'aux mesures de régulation budgétaire décidées par le gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'état.

Titre 5 : Sur 45 321 154 556 FCFA des crédits inscrits pour le titre 5, seuls 25 048 416 119 FCFA ont été ordonnancés, soit un écart de 20 272 738 437 FCFA. Ce niveau d'exécution correspondant aux crédits mis à disposition représente un taux de 55,2% de la dotation ouverte.

La réserve de 6 798 173 183 FCFA n'ayant pas été levée en cours d'année, le niveau des crédits disponibles est de 38 522 981 373 FCFA, soit un taux d'exécution de 65% sur les crédits nets des réserves non levées.

L'écart 20 272 738 437 FCFA est imputable à la non levée de la réserve obligatoire de 6 798 173 183 FCFA ainsi qu'aux mesures de régulation budgétaire décidées par le Gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'état.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Tableau récapitulatif des mouvements entre actions et titres

	Titre 1	Titre 2	Titre 3	Titre 4	Titre 5	Titre 6	Total
Action Equipement des forces terrestres				+/-0	1 778 214 249	+/-0	1 778 214 249
Action Equipement des forces terrestres					-851 005 399		-851 005 399
Equipement des forces aériennes					403 433 425		403 433 425
Equipement des forces aériennes					-200 000 000		-200 000 000
Equipement spécifique sapeur-pompier					-828 214 150		-828 214 150
Equipement de la gendarmerie nationale					162 000 224		162 000 224
Equipement de la marine nationale					-949 999 999		-949 999 999
Equipement de la marine nation					485 571 650		485 571 650
Total des mouvements				0	0	0	0

Explication globale de l'utilisation de la fongibilité :

Les opérations de fongibilité ont été effectuées pour le réajustement des fonds de contre parties des projets cofinancés du Ministère de la défense entre les différentes fores de défense .

Virements

Tableau récapitulatif des virements

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Equipement des forces	Vie du soldat	Titre 3	-115 025 000	-115 025 000
Total des virements			-115 025 000	-115 025 000
dont Titre 3			-115 025 000	-115 025 000

Explication des impacts de chaque virement :

115 025 000 F CFA ont été virés au bénéfice du programme vie du soldat pour abonder le poste baux administratifs.

Transferts

Aucun transfert n'a été enregistré au sein du programme.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 EQUIPEMENT DES FORCES TERRESTRE	263 124 112	263 124 112	243 080 406	243 080 406	20 043 706	20 043 706
Gestion des équipements	30 308 799	30 308 799	28 000 000	28 000 000	2 308 799	2 308 799
Gestion des infrastructures	83 706 847	83 706 847	77 330 406	77 330 406	6 376 441	6 376 441
Gestion des équipements roulants	92 550 082	92 550 082	85 500 000	85 500 000	7 050 082	7 050 082
Gestion des équipements du Génie	41 133 370	41 133 370	38 000 000	38 000 000	3 133 370	3 133 370
Gestion des équipements de santé	15 425 014	15 425 014	14 250 000	14 250 000	1 175 014	1 175 014
ACTION 2 EQUIPEMENT FORCES AERIENNES	50 000 000	50 000 000	28 502 852	28 502 852	21 497 148	21 497 148
Gestion des matériels aériens AA	25 002 502	25 002 502	14 252 852	14 252 852	10 749 650	10 749 650
Gestion des matériels aériens ALA	24 997 498	24 997 498	14 250 000	14 250 000	10 747 498	10 747 498
ACTION 3 EQUIPEMENT N AVA L	50 000 000	50 000 000	28 500 000	28 500 000	21 500 000	21 500 000
Gestion équipements Naval	50 000 000	50 000 000	28 500 000	28 500 000	21 500 000	21 500 000
ACTION 4 EQUIPEMENT SPECIFIQUE SAPEURS POMPIERS	65 000 000	65 000 000	28 500 000	28 500 000	36 500 000	36 500 000
Gestion des matériels d'incendie	65 000 000	65 000 000	28 500 000	28 500 000	36 500 000	36 500 000
ACTION 5 EQUIPEMENT GEND ARMERIE N A T I O N A L E	125 000 000	125 000 000	11 876 188	11 876 188	113 123 812	113 123 812
Gestion des équipements gendarmerie	125 000 000	125 000 000	11 876 188	11 876 188	113 123 812	113 123 812
Total des crédits de titre 3	553 124 112	553 124 112	340 459 446	340 459 446	212 664 666	212 664 666

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

Les dépenses de biens et services correspondent à l'acquisition de fournitures, de marchandises d'approvisionnement en carburant, de maintenance, de coordination et de services consommés directement au titre des activités ordinaires. Sur un montant de 553 124 112 F CFA prévus en Loi de Finances, seuls 340 459 446 F CFA ont été exécutées (mise à disposition), soit 61,55 %.

Toutefois, plusieurs activités n'ont pas pu être réalisées, car les paiements relatifs aux crédits mis à disposition n'ont pas été effectués.

En effet, sur les 340 459 446 F CFA ordonnancées, seuls 182 501 559 F CFA ont fait l'objet de paiements soit un taux d'exécution réel de 50.62 % par rapport aux crédits ouverts. Cette exécution réelle a permis de réaliser les activités suivantes par action :

ACTION 1 : EQUIPEMENT FORCES TERRESTRES

Le montant réel payé est de 121 126 980 F CFA sur une mise à disposition de 243 080 406 F CFA. Soit un taux d'exécution réel de 46% sur les crédits ouverts en LF.

- ACTIVITE 1 : Gestion des équipements

- Sur 28 000 000 F ordonnancés, seuls 14 251 386 F CFA ont réellement été consommés. Ce qui a permis de doter chaque région militaire terrestre (il y'en a 05) d'un bureau équipé en matériels informatiques et en Kit de casernement pour la gestion des équipements et de procéder à l'entretien et à la réparation des climatiseurs de l'Etat-major de l'Armée de Terre.

- ACTIVITE 2 : Gestion des infrastructures

- Sur 77 330 406 FCFA ordonnancés, seuls 38 074 060 F CFA ont réellement été consommés permettant de doter la coordination du programme de carburant et d'honorer les frais de transit relatifs aux sorties des pièces et équipements en provenance de l'étranger.

- ACTIVITE 3 : Gestion des équipements roulants.
 - Sur 85 500 000 FCFA ordonnancés, seuls 42 701 800 F CFA ont réellement été consommés. Ce qui a permis de :
 - Equiper les ateliers de maintenances en matériels informatiques et fournitures de bureau pour la gestion et le suivi.
 - Disposer de carburant pour l'entretien du parc automobile à hauteur de 30%.
 - Procéder à la réparation de trois véhicules tactiques.
- ACTIVITE 4 : Gestion des équipements du Génie
 - Sur 38 000 000 FCFA ordonnancés, 19 000 000 F CFA ont réellement été consommés pour :
 - Equiper deux bureaux du bataillon du génie en matériels informatiques.
 - Entretien et renouveler la climatisation des bureaux de la direction générale du génie ainsi que ceux du bataillon.
 - Disposer de carburant pour la maintenance et l'entretien des engins à hauteur de 30%.
- ACTIVITE 5 : Gestion des équipements de Santé
 - Sur 14 250 000 FCFA ordonnancés, 7 099 734 F CFA ont réellement été consommés en vue d'équiper le service de gestion des équipements de santé en fournitures de bureaux diverses et d'entretenir deux véhicules de la gamme civile.

ACTION 2 : EQUIPEMENT FORCES AERIENNES

Le montant réel consommé est de 26 251 116 F CFA sur une mise à disposition de 28 502 852 F CFA, soit un taux d'exécution de 92%. Comparé aux crédits ouverts en LF de 50 000 000 FCFA, le taux d'exécution par rapport au montant réel consommé est de 52,5%.

Ces crédits ont permis de réaliser les activités suivantes :

- ACTIVITE 1 : Gestion des matériels aériens Armée de l'Air
 - Sur les 14 252 852 F ordonnancés, 12 251 172 F CFA ont réellement été consommés soit 85,95%, ce qui a permis de :
 - Doter les ateliers de maintenance en fournitures de bureau pour la gestion et le suivi.
 - Disposer de carburant Jet A1 pour les opérations et vols de maintenance à hauteur de 15% du besoin.
 - Réparer un engin de manutention de piste (tracma) pour tracter les aéronefs.
- ACTIVITE 2 : Gestion des matériels aériens de l'AL A
 - Sur **14 250 000 FCFA** ordonnancés, **13 999 944 F CFA** ont réellement été consommés soit 98,24% ayant permis de :
 - Doter les ateliers de maintenance et les bureaux de gestion en fournitures de bureau pour la gestion et le suivi.
 - Disposer de carburant Jet A1 pour les opérations et vols de maintenance à hauteur de 10% du besoin.
 - Réparer un engin d'avitaillement de piste (citime) des aéronefs.
 - Disposer de carburant auto pour le transport des pièces et leurs expéditions, ainsi que les mécaniciens lors des opérations de maintenance.

ACTION 3 : EQUIPEMENT NAVAL :

Le montant réel payé est de **10 000 000 F CFA** sur une mise à disposition de **28 500 000 F CFA**, soit un taux d'exécution réel de 35%. Rapporté au niveau des crédits ouverts en LF s'élevant à 50 000 000 FCFA, le taux d'exécution est de 20% par rapport au montant réellement consommé.

- ACTIVITE : Gestion équipements Naval
 - Sur **28 500 000 F** ordonnancés **10 000 000 F CFA** ont réellement été consommés soit 35,08%, ce qui a permis de disposer de carburant navire pour les opérations de maintenance et d'entretien à hauteur de 25% du besoin.

ACTION 4 : EQUIPEMENT SPECIFIQUES DES SAPEURS POMPIERS

Sur **28 000 000 FCFA** mis à disposition, **11 876 188 F CFA** ont été effectivement consommé, soit 42,4%, orienté essentiellement dans l'activité gestion des matériels d'incendie pour :

- Doter les bureaux de gestion et suivi des compagnies de l'estuaire et le haut Ogooué de fournitures de bureau ;
- Procéder à l'entretien de deux véhicules de la gamme civile de la compagnie de l'Estuaire ;
- Procéder à l'entretien d'une vedette de l'estuaire ;
- Disposer de carburant de maintenance des véhicules incendie à hauteur de 30% ;
- Procéder à l'entretien du bâtiment de la 1ere compagnie de Libreville.

ACTION 5 : EQUIPEMENT DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Sur **125 000 000 FCFA** ouverts en LF, le montant réellement payé est de **13 247 275 FCFA** soit 10,59%. Cette exécution s'est concentrée sur la gestion des équipements de la gendarmerie et a permis de :

- Doter les bureaux de gestion de la DGST de fournitures de bureau.
- Procéder à l'entretien de 04 véhicules de la gamme civile
- Procéder à l'entretien de deux bâtiments de gros bouquet.
- Disposer de carburant de maintenance pour le parc auto et moto de la gendarmerie à hauteur de 15%.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	AE	CP
ACTION 1 EQUIPEMENT FORCES TERRESTRES	26 526 081 474	26 526 081 475	22 985 251 133	22 985 251 133	3 540 830 341	3 540 830 341
Projet de développement ou d'équipement	-	-				
Projet de développement ou d'équipement						
ACTION 2 EQUIPEMENT FORCES AERIENNES	10 909 477 863	10 909 477 863	953 433 525	953 433 525	9 956 044 338	9 956 044 338
Projet de développement ou d'équipement						
Projet de développement ou d'équipement						
ACTION 3 EQUIPEMENT NAVAL	3 004 562 756	3 004 562 756	775 945 387	775 945 387	2 228 617 369	2 228 617 369
Projet de développement ou d'équipement						
Projet de développement ou d'équipement						
ACTION 4 EQUIPEMENT SPECIFIQUE SAPEURS POMPIERS	2 079 448 337	2 079 448 337	171 785 850	171 785 850	1 907 662 487	1 907 662 487
Projet de développement ou d'équipement						
Projet de développement ou d'équipement						
ACTION 5 EQUIPEMENT GENDARMERIE NATIONALE	2 801 584 126	2 801 584 126	162 000 224	162 000 224	2 639 583 902	2 639 583 902
Projet de développement ou d'équipement						
Projet de développement ou d'équipement						
Total des crédits de titre 5	45 321 154 556	45 321 154 557	25 048 416 119	25 048 416 119	20 272 738 437	20 272 738 437

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement par action :

Les crédits de 45 321 154 556 FCFA inscrits dans la LF, n'ont pas été exécutés au niveau du programme.

PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme de la Garde Républicaine est piloté par le Commandant en Chef de la Garde Républicaine.

Il recouvre tous les moyens alloués à la GR pour assurer les missions quotidiennes de protection du Président de la République, de sa famille et de ses hôtes avec un effectif qualifié et adapté doté d'un environnement en adéquation avec les exigences particulières de la mission.

Ce programme ne couvre pas :

- Le règlement des consommations en eau, électricité, téléphone, internet,
- L'entretien et les réparations automobiles réalisés par la DGMAF (Direction Générale de la Maintenance et de la Formation),
- Les commandes centralisées de véhicules et d'habillement,
- Le coût des formations à l'étranger.

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Préparation et emploi des forces de la Garde républicaine

La finalité de l'action est de maintenir et de développer l'aptitude de la GR à assurer les missions qui lui sont confiées :

- Assurer de façon permanente la sécurité et la protection du PR à l'intérieur et à l'extérieur du territoire ainsi que sa famille sur les itinéraires et ses déplacements privés ;
- Assurer la protection des hautes personnalités de l'Etat, des personnalités étrangères en visite au Gabon, des responsables politiques ainsi que des biens et des édifices publics ;
- Rendre les honneurs aux chefs d'Etat au cours de leur visite officielle ;
- Participer aux missions d'aide et d'assistance aux populations en cas de sinistres ou calamités publiques,
- Intervenir sur réquisition au maintien de l'ordre et de la paix civile,
- Participer aux missions de défense et de l'intégrité du territoire national.

Cette action est mise en œuvre par la direction des opérations et de l'instruction qui coordonne l'action des groupements et des unités opérationnelles.

ACTION N° 2 : Equipement des forces de la garde républicaine

Cette action vise à mettre à disposition de la GR les moyens matériels nécessaires à la réalisation de ses missions. Elle est mise en œuvre par la direction de la logistique et de l'infrastructure en relation avec le DSAF et le DIROPS

ACTION N° 3 : Vie du soldat de la Garde républicaine

Cette action met en œuvre l'ensemble des politiques mobilière, immobilière, sociale et de santé de la GR. Elle est pilotée par la direction des services administratifs et financiers, par la direction de la logistique et de l'infrastructure ainsi que par la direction du service de santé.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

La réalisation de l'état des lieux et du diagnostic initial a permis de mettre en évidence les éléments clés qui suivent :

- chaque année, la GR est de plus en plus sollicitée : elle doit assurer la protection d'un Président de la République, plus mobile et plus sollicité par rapport au contexte international. (augmentation des déplacements et des réceptions).
- la GR engage quotidiennement 750 personnes pour les missions de sécurité et 150 pour des missions normales. Elle assure une quinzaine de missions par an qui mobilisent chacune 150 personnes pendant 3 jours. Elle effectue annuellement de nombreuses missions à l'étranger ;
- la constitution des détachements en province doit être mise en œuvre sans délais ;

- la GR a connu récemment un renforcement important de ses effectifs et de ses capacités d'intervention ; cependant la GR n'est pas encore parvenue à être entièrement une force répondant à tous les critères de «l'Armée en OR» ;
- la GR présente toutefois une bonne disponibilité, une bonne réactivité et un bon niveau de préparation ;
- la GR souffre néanmoins de plusieurs difficultés : insuffisance d'infrastructures pour les exercices et les entraînements ; besoin d'un nombre croissant de spécialistes ; coût élevé de la formation présentant encore quelques faiblesses ; matériels hétérogènes et parfois non adaptés aux missions de la GR ; nécessité de revoir l'organisation de l'entretien, de la maintenance, de la réparation, de l'adaptation de ses matériels et engins ; amélioration nécessaire des conditions de travail des soldats ;
- Il est indispensable d'établir une dynamique de mutualisation avec les autres Forces.

ENJEUX

- Renforcer la protection du Président de la République en tous lieux et en toutes circonstances
- Etre capable d'assurer la sécurité d'un nombre croissant d'évènements officiels et de personnalités
- Anticiper et prévenir de nouvelles menaces ou des menaces accrues
- Gagner en opérationnalité dans l'exercice de toutes les missions

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les évènements officiels peuvent être exposés.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

OBJECTIF N°3 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

OBJECTIF N°4 : Renforcer les exercices d'entraînement.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les événements officiels peu vent être exposés

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : avoir maintenu à 0 tous les types d'incidents et à 1 le nombre d'Intrusions et vols
- **Résultat annuel N°2** : disposer à fin décembre d'un plan de développement de la maîtrise des menaces.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : aucun incident n'a été enregistré (Résultat annuel atteint)
- **Résultat annuel N°2** : le plan de développement de la maîtrise des menaces est disponible (Résultat annuel atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de mise en œuvre du plan de développement de la maîtrise des menaces	%	100	100	100	100	0	100	100
Incidents sécuritaires*	NB	0	0	0	0	0	0	0
Intrusions et vols	NB	1	1	1	0	1	1	0 (cible 2018)
Incidents a l'étranger	NB	0	0	0	0	0	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : En 2016, il était question d'atteindre le minimum d'un incident en intrusions et vols. Malgré un contexte difficile (incidents post électoraux & contexte budgétaire difficile), Les résultats attendus concernant la mission majeure ont été atteints. Il n'a été constaté aucuns incidents.

Résultat annuel N°2 : En 2016, il était question de l'élaboration d'un plan de développement de la maîtrise des menaces. En retour d'expérience (incidents post électoraux), la GR dispose en fin d'exercice 2016 d'un plan de développement de la maîtrise des menaces à fin décembre. Les résultats attendus ont été atteints

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir sécurisé à 100% les sites d'Oyem et à 90% ceux de Mouila et Franceville
- **Résultat annuel N°2** : Avoir équipé à 100% le site NKOK en moyen de communication, amement, munitions, transport et mobilier

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : Aucun site n'a été sécurisé (Résultat annuel non atteint)
- **Résultat annuel N°2** : Aucun équipement n'a été réalisé (Résultat annuel non atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévission PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévission)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
État d'avancement de la situation sécuritaire du site Oyem	%	0	100	100	0	100	100	100 (cible 2018)
État d'avancement de la situation sécuritaire du site Mouila	%	0	10	100	0	100	100	100 (cible 2018)
Taux d'avancement de la situation sécuritaire des sites de Franceville et Léconi	%	0	0	90	0	90	100	100 (cible 2018)
Taux d'équipement du site NKOK	%	0	0	100	0	100	100	100 (cible 2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : En 2016, il était question de sécuriser à 100% les sites d'Oyem et à 90% ceux de Mouila et Franceville. Le contexte budgétaire difficile n'a pas permis d'atteindre les résultats attendus. Les projets ont été suspendus.

Résultat annuel N°2 : En 2016, les équipements prévus n'ont pas été réalisés en raison d'un contexte budgétaire difficile. Toutefois, pour marquer une présence sur le site, quelques équipements pris sur les stocks disponibles y ont été transférés.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°3 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- En fin 2016, 1359 gardes auront bénéficié de formations continues, 550 de stages de spécialisation et 1500 de stages de remise à niveau.

Résultat annuel atteint

- En fin 2016, toutes les formations et les stages prévus ont été réalisés (Résultat annuel atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévission PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévission)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de mise en œuvre du plan de formation de haut niveau	%	70	80	100	100	0	100	AUCUNE
Nombre de spécialistes formés dans l'année	Nombre	660	550	550	550	0	500	AUCUNE
Nombre de gardes en stage de remise à niveau dans l'année	Nombre	850	1000	1500	1500	0	1000	AUCUNE
Nombre de gardes en formation continu dans l'année	Nombre	NC	NC	1359	1359	0	1359	AUCUNE

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel: En 2016, il était question que 1359 gardes bénéficient de formations continues, 550 de stages de spécialisation et 1500 de stages de remise à niveau. Malgré le contexte budgétaire difficile et afin d'atteindre les résultats attendus, des procédures ont été mises en place afin d'optimiser les dépenses :

- Certaines formations s'arrêtent avant le repas de midi et/ou le repas du soir afin de le faire supporter aux bénéficiaires eux-mêmes. Cette mesure a permis de réaliser des économies sur l'alimentation ;
- Sur certains stages, il était demandé aux stagiaires de venir avec leurs fournitures de bureau (stylo, crayon, cahier...).

OBJECTIF STRATEGIQUE N°4 : Renforcer les exercices d'entraînement.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Avoir effectué 170 exercices mensuels, 55 exercices combinés, 5 exercices majeurs et 25 exercices en province

Résultat annuel atteint

- Aucun exercice n'a été effectué (Non atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre mensuels d'exercices	Nombre	44	170	170	0	-170	170	NC
Nombre combinés d'exercices	Nombre	0	55	55	0	-55	55	NC
Nombre majeurs d'exercices	Nombre	0	5	5	0	-5	5	NC
Nombre d'exercices en provinces	Nombre	0	25	25	0	-25	25	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

En raison des élections présidentielles, il n'y a pas eu d'exercices.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.325.1: Préparation et emploi des forces de la garde républicaine	594 097 731	564 392 844	29 704 887	594 097 731	564 392 844	29 704 887
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	594 097 731	564 392 844	29 704 887	594 097 731	564 392 844	29 704 887
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.325.2: Equipement de la garde républicaine	48 946 887	596 499 535	-547 552 648	48 946 887	596 499 535	-547 552 648
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	48 946 887	46 499 541	2 447 346	48 946 887	46 499 541	2 447 346
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	549 999 994	-549 999 994	0	549 999 994	-549 999 994
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.325.3: Vie du soldat de la garde républicaine	20 964 157 160	2 162 381 824	18 801 775 336	20 964 157 160	2 162 381 824	18 801 775 336
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	20 806 492 082	12 600 000	20 793 892 082	20 806 492 082	12 600 000	20 793 892 082
Titre 3 Dépenses de biens et services	157 665 078	149 781 824	7 883 254	157 665 078	149 781 824	7 883 254
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	2 000 000 000	-2 000 000 000	0	2 000 000 000	-2 000 000 000
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.325: Garde Républicaine	21 607 201 777	3 323 274 203	18 283 927 574	21 607 201 777	3 323 274 203	18 283 927 574
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	20 806 492 082	12 600 000	20 793 892 082	20 806 492 082	12 600 000	20 793 892 082
Titre 3. Dépenses de biens et services	800 709 695	760 674 209	40 035 486	800 709 695	760 674 209	40 035 486
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 549 999 994	-2 549 999 994	0	2 549 999 994	-2 549 999 994
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Autorisés à **21 607 201 777 FCFA** dans la loi de finances, les crédits du programme ont été exécutés (crédits mis à disposition) à **3 323 274 203 FCFA**, soit un écart de **18 283 927 574 FCFA**.

Ce niveau d'exécution qui correspond à un taux de 15,3% est reparti entre les titres comme suit :

Titre 2 : Sur 20 806 492 082 FCFA des crédits inscrits pour le titre 2, 12 600 000 FCFA correspondant à la MONP ont été exécutés. Le reste, soit 20 793 892 082 FCFA, correspond à la solde indiciaire des agents de la GR gérée de manière centralisée au ministère en charge du budget.

Titre 3 : Sur 800 709 695 FCFA des crédits inscrits pour le titre 3, 760 674 209 FCFA ont été ordonnancés soit un écart de 40 035 486 FCFA correspondant à la réserve obligatoire.

La réserve n'ayant pas été levée en cours d'année, le niveau des crédits disponibles est de 760 674 209 FCFA, soit un taux d'exécution de 95 % sur les crédits nets des réserves non levées.

Titre 5 : Aucun crédit n'a été inscrit en titre 5 dans la LF. Toutefois, le programme a bénéficié d'un transfert de 2 549 999 994 FCFA du programme "Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles".

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Programme : Garde Républicaine	Programme : Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Titre 2	-20 794 000 000	20 794 000 000
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Garde Républicaine	Titre 5	700 000 000	700 000 000
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Garde Républicaine	Titre 5	2 000 000 000	2 000 000 000
Total des Transferts			-18 094 000 000	-18 094 000 000
dont Titre 2			-20 794 000 000	-20 794 000 000
dont Titre 5			2 700 000 000	2 700 000 000

Explication des impacts de chaque transfert :

Le programme Garde Républicaine a une situation de transferts globalement négative avec un solde de 18 094 000 000 F CFA déclinée comme suit :

- 20 794 000 000 FCFA transférés au bénéfice du programme Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources au titre d'un regroupement de crédits pour la couverture de la solde permanente 2016 ;
- 700 000 000 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge des escortes présidentielles ;
- 2 000 000 000 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge de la construction du centre d'instruction de Leconi.

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Effectifs							
Emplois de l'administration MISSION DEFENSE NATIONALE	Réalisation 2014	Effectifs au 31/12/2015	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2016	Mouvements d'effectifs en 2016			Effectifs au 31.12. 2016
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Officiers généraux	2	1	1	0	0	0	1
Permanents	2	1	1	0	0	0	1
Officiers	149	149	149	-1	39	+38	187
Permanents	149	149	149	-1	39	+38	187
Sous-officiers	1506	2298	2298	0	69	+69	2367
Permanents	1506	2298	2298	0	69	+69	2367
Militaires du rang	1752	1165	1165	-69	0	-69	1096
Permanents	1752	1165	1165	-69	0	-69	1096
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)	3409	3613	3613	-70	108	+38	3651
Main d'œuvre non permanente	6	6	6	0	0	0	6
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme GARDE REPUBLICAINE	3415	3613	3613	-70	+108	+38	3657

Explication des évolutions :

Les effectifs de la GR sont passé de 3613 à fin décembre 2015 à 3657 à fin décembre 2016, soit une variation de 38 gardes. Cette variation correspond à 70 départs à la retraite et à un recrutement de 108 gardes.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	20 806 492 082	20 806 492 082	12 600 000	12 600 000	20 793 892 082	20 793 892 082
Total des crédits de titre 2	20 806 492 082	20 806 492 082	12 600 000	12 600 000	20 793 892 082	20 793 892 082

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Sur les 20 806 492 082 FCFA prévus par la loi de finances, 12 600 000 FCFA correspondant à la MONP ont été exécutés dans le programme, et 20 806 492 082 FCFA exécutés de manière centralisée au titre de la solde permanente.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

Action	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
AC TION 1 PREPAR ATION ET EMPLOI DES FORCES	594 097 731	594 097 732	564 392 844	564 392 844	29 704 887	29 704 887
Acquisition des équipements sécuritaires	4 213 209	4 213 209	4 002 549	4 002 549	29 704 887	29 704 887
Acquisition, entretien des véhicules	14 199 524	14 199 524	13 489 548	13 489 548	29 704 887	29 704 887
Acquisition, entretien du parc immobilier	45 263 158	45 263 158	43 000 000	43 000 000	29 704 887	29 704 887
Alimentation du garde	111 055 594	111 055 594	105 502 814	105 502 814	29 704 887	29 704 887
Amélioration de la condition du personnel	47 669 195	47 669 195	45 285 735	45 285 735	29 704 887	29 704 887
Coordination de la protection du PR	27 897 116	27 897 116	26 502 260	26 502 260	29 704 887	29 704 887
Formation & instruction	124 893 451	124 893 451	118 648 778	118 648 778	29 704 887	29 704 887
Gestion des activités médicales	36 357 813	36 357 813	34 539 922	34 539 922	29 704 887	29 704 887
Transport opérationnel	182 548 672	182 548 672	173 421 238	173 421 238	29 704 887	29 704 887
AC TION 2 EQUIPEMENT	48 946 887	48 946 888	46 499 541	46 499 541	2 447 346	2 447 346
Acquisition des équipements sécuritaires	40 525 834	40 525 834	38 499 541	38 499 541	2 447 346	2 447 346
Amélioration de la condition du personnel	8 421 053	8 421 053	8 000 000	8 000 000	2 447 346	2 447 346
AC TION 3 VIE DU SOLDAT	157 665 078	157 665 079	149 781 824	149 781 824	7 883 254	7 883 254
Acquisition des équipements sécuritaires	2 475 478	2 475 478	2 351 704	2 351 704	7 883 254	7 883 254
Acquisition, entretien des véhicules	3 156 140	3 156 140	2 998 333	2 998 333	7 883 254	7 883 254
Acquisition, entretien du parc immobilier	10 526 316	10 526 316	10 000 000	10 000 000	7 883 254	7 883 254
Alimentation du garde	41 675 985	41 675 985	39 592 186	39 592 186	7 883 254	7 883 254
Amélioration de la condition du personnel	94 568 001	94 568 001	89 839 601	89 839 601	7 883 254	7 883 254
Protection des sites sensibles	5 263 158	5 263 158	5 000 000	5 000 000	7 883 254	7 883 254
Total des crédits de titre 3	800 709 695	800 709 695	760 674 209	760 674 209	40 035 486	40 035 486

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

Sur 800 709 695 FCFA des crédits inscrits pour le titre 3, un montant de 760 674 209 FCFA a été ordonnancé, soit un écart de 40 035 486 FCFA correspondant à la réserve obligatoire.

Sur les 800 709 695 FCFA, seuls 624 738 912 FCFA ont été payés, soit un taux d'exécution réelle de 78% par rapport aux crédits ouverts.

Sur la base de ces règlements, la GR a réalisé les activités suivantes :

- Acquisition des équipements sécuritaires
- Acquisition, entretien des véhicules
- Acquisition, entretien du parc immobilier
- Alimentation du garde
- Amélioration de la condition du personnel
- Coordination de la protection du Président de la République
- Formation & instruction
- Gestion des activités médicales
- Transport opérationnel

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	AE	CP
AC TION 2 PREPARATION & EMPLOI DES FORCES	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
AC TION 2 EQUIPEMENT	0	0	549 999 994	549 999 994	- 549 999 994	- 549 999 994
Projet d'équipement : Achat de véhicules	0	0	549 999 994	549 999 994	- 549 999 994	- 549 999 994
AC TION 3 VIE DU SOLDAT	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	- 2 000 000 000	- 2 000 000 000
Projet de développement : Construction CI Leconi	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	- 2 000 000 000	- 2 000 000 000
Total des crédits de titre 5	0	0	2 549 999 994	2 549 999 994	- 2 549 999 994	- 2 549 999 994

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant ressortir les différents projets de développement et d'équipement :

Aucun crédit n'a été inscrit en titre 5 dans la LF. Toutefois, le programme a bénéficié d'un transfert de 2 549 999 994 FCFA au titre de la réalisation de la construction du centre d'instruction de Léconi.

PROGRAMME VIE DU SOLDAT

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du Médecin Général, Médecin Chef Commandant l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba, le programme **VIE DU SOLDAT** est une des constituantes de la Mission Défense dans sa partie sociale.

Le Programme Vie du Soldat est au cœur de l'action du Ministère de la Défense Nationale car il recouvre l'ensemble des actions qui concourent au bien-être du soldat, sur le plan social; sportif; culturel; alimentaire et sanitaire.

Ce programme doit être en étroite collaboration avec les programmes Soutien, Équipement et Préparation et Emploi des Forces.

Sa mise en œuvre sera axée sur une gestion rigoureuse, qui fera appel non seulement aux partenaires du Ministère de la Défense Nationale, notamment le Fonds des Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité(FPIFDS) mais aussi aux organismes publics et privés ainsi qu'à certains pays étrangers avec lesquels nous entretenons des relations de coopération militaire.

Le Programme Vie du Soldat va s'exécuter avec le concours de l'ensemble des entités qui constituent les Forces de Défense. Il va s'articuler autour de six (6) actions qui prendront en compte l'ensemble des besoins relatifs au mieux-être des militaires et de leurs familles.

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Coordination, Activités Sociales, Culturelles et Sportives du soldat

Cette action recouvre les activités socioculturelles et sportives au sein des forces de défense qui sont un des éléments essentiels qui participent à la cohésion et à l'épanouissement des personnels et des familles.

La pratique du sport est obligatoire au sein de nos forces. Elle constitue un puissant vecteur dans le cadre du maintien de la capacité opérationnelle des troupes.

ACTION N° 2 : Santé militaire

Cette action constitue le pilier central autour duquel gravitent toutes les activités participant à la santé des troupes.

Cette action est mise en œuvre par la Direction Générale du Service de Santé Militaire.

ACTION N° 3 : Alimentation

La Défense Nationale, repose sur la ressource humaine. A ce titre, l'Etat assure à ces personnels qui ont choisi de servir leur pays jusqu'au sacrifice suprême, des conditions de vie valorisantes sur le plan alimentaire qui soient en rapport avec le degré de leur engagement.

ACTION N° 4 : Logement

Cette action comporte une dimension sociale forte et représente pour les personnels des forces de défense, un besoin fondamental. Rappelons que la loi n°018/2010 du 27/07/2010 portant ratification de l'ordonnance n°007/PR/2010 du 25/02/2010 portant statut particulier des militaires (article 43) dispose que le militaire est astreint à être logé aux frais de l'État, en caserne, dans les camps militaires ou dans des logements d'astreinte et qu'en cas d'impossibilité, il a droit à une indemnité de logement et bénéficie d'une indemnité d'eau et d'électricité.

ACTION N° 5 : Militaire à la retraite et anciens combattants

Cette action par sa dynamique permettra à l'État de mener des activités qui vont concourir à l'épanouissement du militaire retraité. Parmi les actions à mener, il s'agira entre autres du respect des textes votés, et leur application, au profit des anciens militaires (indemnité de services rendus, taux de pension de retraite fixé à 80% de la solde de base). La mise en place du Fond de Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité participe à l'amélioration des conditions de vie et de travail du militaire.

ACTION N° 6 : Opérateur, Fonds des pensions

Cette action est mise en œuvre par le Fonds des Pensions et d'Investissement des Forces de Défenses et de Sécurité, qui depuis deux ans est dans une léthargie totale.

CADRAGE STRATEGIQUE

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

De l'état des lieux et de l'analyse stratégique ressortent les idées fortes suivantes.

- Un maintien en condition physique des militaires sans de véritables infrastructures ou avec des structures sportives obsolètes,
- Un manque de moniteurs sportifs : manque de formation continue des anciens ; manque de formation de nouveaux,
- Des mess seulement à Libreville et Mouila mais un fonctionnement difficile de ceux-ci et des problèmes de gestion.
- Le Service de Santé Militaire assure une bonne couverture géographique mais certaines infrastructures de santé sont rudimentaires
- Des normes en matière de service de santé (bilan médical périodique, etc.) qui ne sont plus respectées
- Un projet d'hôpitaux de garnison qui n'a pas été mis en place (dans les régions militaires)
- On dispose de l'hôpital militaire de référence de la sous-région mais dont les capacités doivent être renforcées
- Un effort de formation continue insuffisant des professionnels de santé dans les structures militaires et un manque de spécialistes
- Toutefois, une population militaire globalement plutôt en bonne santé.
- Les soldats se plaignent constamment de l'alimentation : manque d'infrastructures pour la restauration ; prime alimentaire journalière insuffisante; enveloppe budgétaire « restauration » insuffisante compte tenu de la forte hausse des effectifs.
- Tous les soldats ne sont pas logés dans une caserne et sont donc difficiles à mobiliser très rapidement ; certains corps n'ont aucune caserne; beaucoup de casernes sont vétustes; à l'intérieur du pays il n'existe aucune caserne
- Un suivi social peu effectif, seulement à Libreville mais pas en province
- Le passage du militaire de la vie active à la retraite pose toute une série de problèmes : manque d'information sur ce que sera la pension versée, dossiers qui tardent à être complets, manque d'accompagnement de la préparation de sa retraite, délai parfois long avant de toucher régulièrement sa pension.

ENJEUX

- Parvenir à redynamiser la pratique du sport dans l'ensemble des casernes ;
- Parvenir à respecter les textes, les engagements pris vis-à-vis des militaires en matière de vie du soldat ;
- Créer les conditions optimales assurant un moral élevé des troupes ;
- Créer les conditions de vie et de préparation à la retraite à travers la mise en place du fonds de pensions.

PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

LISTE DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES AVEC LE(S) RÉSULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire.

OBJECTIF N°2 : Mettre en place une politique d'animation culturelle au profit des militaires et de leurs familles.

OBJECTIF N° 3 : Créer des conditions conduisant tout militaire à un entraînement sportif régulier

OBJECTIF N°4 : Demeurer l'hôpital de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite.

OBJECTIF N°5 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire.

OBJECTIF N°6 : Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété.

OBJECTIF N°7 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire .

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir 2 travailleurs sociaux opérationnels par corps ;
- **Résultat annuel N°2** : Avoir réalisé 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : Aucun travailleur social opérationnel par corps (Objectif non atteint)
- **Résultat annuel N°2** : 1000 visites ont été réalisées sur 5000 prévues (Objectif non atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévission PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévission)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de travailleurs sociaux opérationnels par corps	Nombre	NC	NC	10	0	-10	10	30(2020)
Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux	Nombre	NC	NC	5000	1000	-4000	8000	10000(2020)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : En 2016, il était prévu de former deux (2) travailleurs sociaux opérationnels par corps. Les négociations avec l'Institut Nationale de Formation en action Sociale (INFAS) n'ont pas abouti. Et aucune autre école au Gabon ne forme des cadres au niveau souhaité par nous d'une part, et d'autre part, nous n'avons pas eu de crédits suffisants pour pouvoir engager une formation vers les autres pays.

Résultat annuel N°2 : l'objectif en 2016 était de réaliser 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux au profit des militaires et de leurs familles. Mais par défaut de moyens, les travailleurs sociaux ne peuvent pas se déplacer, leurs actions consistent donc uniquement à recevoir les quelques personnes qui peuvent bien venir vers eux. Or il serait intéressant d'initier des campagnes de sensibilisation et d'information aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays. Les 1000 visites qui figurent sur ce tableau, sont celles qui ont été comptabilisées à Libreville uniquement ou toutes les assistantes sociales sont en service.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Mettre en place une politique d'animation culturelle au profit des militaires et de leurs familles d'ici à 2018

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir organisé une colonie de vacances par corps ;
- **Résultat annuel N°2** : Avoir organisé un arbre de Noël par corps ;
- **Résultat annuel N°3** : Avoir créé un espace de tradition dans chaque entité du Ministère de la Défense.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : Aucune colonie de vacances n'a été organisée (non atteint)
- **Résultat annuel N°2** : Aucun arbre de Noël n'a été organisé (non atteint)
- **Résultat annuel N°3** : Aucun espace n'a été créé (non atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de colonies de vacances organisées par corps	Nombre	0	0	8	0	-8	8	NC
Nombre d'arbres de Noël organisés par corps	Nombre	0	0	8	0	-8	8	NC
Nombre d'espaces de tradition créés dans chaque entité du Ministère de la Défense	Nombre	0	0	20	0	-20	20	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : L'objectif était d'organiser une colonie de vacances par corps pendant l'été 2016, mais cet objectif n'a pu être atteint pour plusieurs raisons :

1/ Aucune étude n'a été faite par le chef de file de cet objectif pour évaluer le coût d'une telle action.

2/ les crédits engagés pour cet objectif à hauteur de 50% n'ont pas connu de paiement pour pouvoir mettre en place une quelconque action, visant à permettre la réalisation de cet objectif quand on sait que trouver des sponsors pour une telle activité est très difficile.

Résultat annuel N°2 : organiser un arbre de Noël nécessite l'achat des cadeaux à offrir aux enfants avant le 25 décembre, mais du fait de la faiblesse des crédits et du non-paiement avant le 25 décembre 2016, aucune action n'était possible dans ce sens pour la réalisation de ce résultat.

Résultat annuel N°3 : La création des espaces de tradition dans chaque entité du Ministère de la Défense ne nécessite certes pas de gros moyens, mais il est tout de même important que le chef de file s'implique d'abord par un travail de sensibilisation et de recherche documentaires. Mais pour les mêmes raisons évoquées plus haut, cette action n'a pas pu prospérer.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°3 : Créer des conditions conduisant tout militaire à un entraînement sportif régulier

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir organisé quatre marches d'entretiens par an et par corps ;
- **Résultat annuel N°2** : Etre parvenu à présenter 20 militaires aux sports de compétitions ;
- **Résultat annuel N°3** : Avoir mis en œuvre à 15% une politique de suivi des sportifs ;
- **Résultat annuel N°4** : Avoir formé un moniteur de sport par corps à l'INJS ;
- **Résultat annuel N°4** : Avoir aménagé des circuits de marches dans deux (02) camps.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : 8 marches d'entretiens sur 32 prévues (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°2** : Aucun militaires n'a été présenté aux sports de compétitions (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°3** : Aucune politique de suivi n'a été mis en place (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°4** : Aucun moniteur de sport formé (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°5** : Aucun circuit de marche aménagé (non atteint).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévission PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévission)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de marches d'entretiens organisées par an et par corps	Nombre	NC	0	32	8	-24	32	NC
Nombre de militaires présentés aux sports de compétitions	Nombre	NC	0	20	0	-20	20	NC
Taux de mise en œuvre de la politique de suivi des sportifs	%	NC	0	15%	0	0%	15%	NC
Nombre de moniteurs de sport formés par corps à l'INJS	Nombre	NC	0	8	0	-8	8	NC
Nombre de circuits de marches aménagés dans les camps	Nombre	NC	0	2	0	-2	2	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : L'objectif était d'organiser quatre marches d'entretiens par an et par corps. Seul quelques marches ont été organisées.

Résultat annuel N°2 : Il était prévu de présenter 20 militaires aux sports de compétitions tant sur le plan national que sur le plan international. Seules les compétitions sur le plan national ont vu la participation personnelle des militaires sans l'apport des moyens de l'Etat.

Résultat annuel N°3 : L'objectif était de mettre en œuvre à 15% une politique de suivi des sportifs. Mais ce résultat n'a pas été atteint du fait qu'aucune initiative allant dans ce sens n'a été entreprise.

Résultat annuel N°4 : L'objectif sur la formation des moniteurs de sport à l'INJS n'a pas connu de début de réalisation. Cela est dû au fait que les démarches entreprises avec l'INJS n'ont pas abouti, celui conditionnant cette formation au paiement des frais de formation y relatifs.

Résultat annuel N°5 : Il était question d'aménager des circuits de marche dans deux (02) camps : celui de BARAKA et de Gros Bouquet. Mais faute de crédits, cette action est toujours au stade de projet.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°4 : 0 Rester l'hôpital de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1 :** Avoir mis en place les pôles d'excellences des Urgences médico-chirurgicales et d'urologie ;
- **Résultat annuel N°2 :** Avoir réalisé 1000 interventions et 3000 consultations.

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1 :** Aucun pôle d'excellence des Urgences médico-chirurgicales et d'urologie n'a été mis en place (non atteint).
- **Résultat annuel N°2 :** 343 interventions et 740 consultations ont été réalisées. (Non atteint).

Indicateurs de performance :

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement de la mise en place du pôle d'urgence médicochirurgicale	%	0	70	100	0	-100	NC	NC
Nombre d'interventions	Nombre	0	NC	1000	343	657	2000	3000
Taux d'avancement de la mise en place du pôle d'urologie	%	0	70	100	0	-100	NC	NC
Nombre de consultations	Nombre	0	NC	3000	740	2260	5000	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : L'objectif était de mettre en place les pôles d'excellence des Urgences médico-chirurgicale et d'urologie. Mais outre l'étude qui est disponible depuis deux ans, il se pose toujours un problème de financement pour l'achat des matériels nécessaires aux pôles. La facture relative à l'achat de ce matériel est estimée à 300 000 000 FCFA, alors que les crédits affectés à l'HIAOBO pour 2016 n'étaient que de 950 000 000 FCFA, un montant déjà largement insuffisant pour le fonctionnement de l'hôpital.

Résultat annuel N°2 : L'objectif était de réaliser 1000 interventions et 3000 consultations. Pour 2016, 343 interventions et 740 consultations ont été réalisées. Ces résultats relativement bas sont essentiellement dus à un manque important de matériel.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°5 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Etre parvenu à nourrir 5251 militaires à 3000 FCFA par jour au cours des 365 jours de l'année 2016.

Résultat annuel atteint

- Seuls 142 militaires ont pu être nourris en raison de 3000 FCFA chacun par jour tout au long de l'année 2016. **(Non atteint)**

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de repas complet servi (DO+GADRE)	Nombre	NC	5251	5251	142	5109	6000	6000

Explication du niveau d'atteinte du résultat :

Résultat annuel : L'objectif était de nourrir 5251 militaires à 3000 FCFA par jour au cours des 365 jours de l'année 2016. Cet objectif était difficilement atteignable avec les crédits issus du dialogue de gestion au sein du programme. Il a donc fallu le redimensionner en cours d'exercice. Mais malgré ce redimensionnement, sur les 861 000 000 FCFA prévus, seuls 155 490 000 FCFA ont été payés, ce qui a permis de couvrir uniquement l'alimentation de 142 militaires.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 6 : Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Avoir obtenu un lotissement pour les logements des militaires.

Résultat annuel atteint

- Aucun lotissement pour les logements des militaires n'a été obtenu. **(Non atteint)**

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du dossier d'obtention d'un lotissement à Libreville	%	NC	40	100	0	-100	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

L'objectif était d'obtenir un lotissement pour les logements des militaires. Pour l'année 2016, il était question d'obtenir les financements nécessaires à l'acquisition de ce lotissement, après les démarches déjà entreprises en 2015. Faute de moyens disponibles, cet objectif n'a pas pu être atteint.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 7 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Avoir signé 03 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite.
- **Résultat annuel N°2** : Avoir organisé une cérémonie de départ pour tous les militaires partant à la retraite dans l'année
- **Résultat annuel N°3** : Disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance
- **Résultat annuel N°4** : Disposer de la liste élargie et validée des emplois réservés

Résultats annuels atteints

- **Résultat annuel N°1** : Aucune conventions n'a été signée (Non atteint) ;
- **Résultat annuel N°2** : Aucune cérémonie n'a été organisée (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°3** : Aucun fichier à jour n'est disponible (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°4** : Aucune liste n'est disponible (non atteint). traite.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de conventions signées avec des organismes de formation professionnelle assurant des formations de reconversion.	nombre	0	3	3	0	-3	0	3
Pourcentage des militaires partis à la retraite ayant eu une cérémonie de départ à la retraite.	%	0	20	40	0	-40	40	100
Taux d'avancement du recensement des anciens combattants post phase d'indépendance.	%	0	50	100	0	-100	100	100
Taux d'avancement du projet de décret étendant la liste des emplois réservés.	%	0	100	0	0	-100	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : L'objectif était de signer 03 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite. Aucune démarche n'a été entreprise auprès des partenaires ou des administrations publiques par défaut de chef de file d'objectif.

Résultat annuel N°2 : Il était question d'organiser une cérémonie de départ pour tous les militaires partant à la retraite dans l'année. Mais par manque de crédits, ce résultat n'a pu être atteint.

Résultat annuel N°3 : Disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance. Ce fichier, disponible auprès de l'Office National des Anciens Combattants, n'a pas été mis à jour.

Résultat annuel N°4 : Il fallait disposer de la liste élargie et validée des emplois réservés, mais par défaut de chef de file, ce résultat n'a pu être atteint

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.332.1: Activités socio-culturelles et sportives du soldat	61 280 000	6 727 712 014	-6 666 432 014	61 280 000	6 727 712 014	-6 666 432 014
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	20 280 000	14 106 000	6 174 000	20 280 000	14 106 000	6 174 000
Titre 3 Dépenses de biens et services	41 000 000	4 712 931 999	-4 671 931 999	41 000 000	4 712 931 999	-4 671 931 999
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	2 000 674 015	-2 000 674 015	0	2 000 674 015	-2 000 674 015
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.332.2: Santé militaire	1 808 418 537	1 909 029 601	-100 611 064	1 808 418 537	1 909 029 601	-100 611 064
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	80 808 000	77 266 902	3 541 098	80 808 000	77 266 902	3 541 098
Titre 3 Dépenses de biens et services	1 581 207 537	1 699 999 999	-118 792 462	1 581 207 537	1 699 999 999	-118 792 462
Titre 4 Dépenses de transfert	146 403 000	131 762 700	14 640 300	146 403 000	131 762 700	14 640 300
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.332.3: Logement	2 170 000 000	1 352 500 000	817 500 000	2 170 000 000	1 352 500 000	817 500 000
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	2 170 000 000	1 352 500 000	817 500 000	2 170 000 000	1 352 500 000	817 500 000
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.332.4: Alimentation	1 621 000 000	911 547 160	709 452 840	1 621 000 000	911 547 160	709 452 840
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	1 621 000 000	911 547 160	709 452 840	1 621 000 000	911 547 160	709 452 840
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.332.5: Condition du militaire en retraite et anciens combattants	50 000 000	44 999 999	5 000 001	50 000 000	44 999 999	5 000 001
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 Dépenses de biens et services	50 000 000	44 999 999	5 000 001	50 000 000	44 999 999	5 000 001
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

7.332: Vie du soldat	5 710 698 537	10 945 788 774	-5 235 090 237	5 710 698 537	10 945 788 774	-5 235 090 237
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	101 088 000	91 372 902	9 715 098	101 088 000	91 372 902	9 715 098
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 463 207 537	8 721 979 157	-3 258 771 620	5 463 207 537	8 721 979 157	-3 258 771 620
Titre 4. Dépenses de transfert	146 403 000	131 762 700	14 640 300	146 403 000	131 762 700	14 640 300
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 000 674 015	-2 000 674 015	0	2 000 674 015	-2 000 674 015
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Autorisés à **5 710 698 537 FCFA** dans la loi de finances, les crédits du programme ont été exécutés (crédits mis à disposition) à **10 945 788 774 FCFA**, soit un dépassement de **5 235 090 237 FCFA**.

Ce niveau d'exécution qui correspond à un taux de 191% est reparti entre les titres comme suit :

Titre 2 : Sur **101 088 000 FCFA** de crédits inscrits pour le titre 2, seuls **91 372 902 FCFA** ont été ordonnancés soit un écart de **9 715 098 FCFA**.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **90,38 %**.
- L'écart de **9 715 098 FCFA** est la conséquence de la non prise en compte de certains personnels de la MONP en cours d'exercice.
- Aucune réserve n'est constatée à l'intérieur de ce titre.

Titre 3 : Sur **5 463 207 537 FCFA** de crédits inscrits pour le titre 3, on a **8 721 979 157 FCFA** de crédits ordonnancés, soit un écart de **3 258 771 207 FCFA**.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 159% ;
- La réserve de 273 160 377 FCFA a été totalement levée en cours d'année ;
- Le dépassement de 3 258 771 207 FCFA est constitué des mouvements de crédits au profit du programme afin d'assurer l'alimentation et le transport des personnels militaires lors de la période électorale.

Titre 4 : Sur 146 403 000 FCFA de crédits inscrits pour le titre 4, seuls 131 762 700 FCFA ont été ordonnancés, soit un écart de 14 640 300 FCFA.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 90% ;
- L'écart de 14 640 300 FCFA est essentiellement dû à la ponction de la réserve obligatoire.

Titre 5 : Dans la Loi des Finances 2016, le Programme Vie du Soldat n'avait pas de crédit d'investissement ouvert sur le titre 5, mais par le biais de transfert, le programme a bénéficié d'un montant de **2 275 674 015 FCFA** totalement exécuté.

Le programme n'ayant pas eu de crédit du Titre 5 dans la Loi des Finances Initiale, aucune réserve n'a été constituée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Tableau récapitulatif des mouvements entre actions et titres

	Titre 1	Titre 2	Titre 3	Titre 4	Titre 5	Titre 6	Total
Action 1 : Coordination, activités sociales, culturelles et sportives du soldat	0	0	350 000 000	0	0	0	350 000 000
Action 2 : Santé Militaire	0	0	- 350 000 000	0	0	0	- 350 000 000
Total des mouvements	0	0	0	0	0	0	0

Explication globale de l'utilisation de la fongibilité :

Des crédits d'un montant de 350 000 000 FCFA ont été redéployés du Budget Opérationnel de Programme (BOP) « Santé Militaire » vers le BOP « Coordination, activités sociales, culturelles et sportives du soldat » pour assurer la prise en charge d'une manœuvre medico militaire

Virements

Tableau récapitulatif des virements

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Programme Préparation et Emploi des Forces	Programme Vie du Soldat	Titre 3	+300 050 000	+300 050 000
Programme Equipement	Programme Vie du Soldat	Titre 3	+115 025 000	+115 025 000
Programme Soutien	Programme Vie du Soldat	Titre 3	+250 038 000	+250 038 000
Total des virements			+665 113 000	+665 113 000
dont Titre 3			+ 665 113 000	+665 113 000

Explication des impacts de chaque virement :

Les virements issus des autres programmes avaient pour objectif d'abonder le Programme Vie du Soldat, particulièrement l'unité opérationnelle logement du militaire car, cette Unité opérationnelle pose d'année en année des problèmes dans le cadre de la couverture des baux administratifs.

Le Programme Préparation et Emploi des Forces a viré au Programme Vie du Soldat un montant de **300 050 000 FCFA** pour renforcer l'unité opérationnelle logement du militaire.

Pour les mêmes raisons, les Programme Equipement des Forces et Soutien ont respectivement viré 115 025 000 FCFA et 250 038 000 FCFA à la même unité opérationnelle.

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Programme : Vie du soldat	Programme : Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Titre 2	- 14 135 098	- 14 135 098
Programme :Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Vie du soldat	Titre 2	+4 420 000	+4 420 000
Programme :Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Vie du soldat	Titre 3	+4 301 932 000	+4 301 932 000
Programme :Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Vie du soldat	Titre 5	+2 338 804 015	+2 338 804 015
Total des Transferts			+ 6 631 020 917	+ 6 631 020 917
dont Titre 2			-97 150 098	-97 150 098
dont Titre 3			+4 301 932 000	+4 301 932 000
dont Titre 5			+2 338 804 015	+2 338 804 015

Explication des impacts de chaque transfert :

Globalement le programme Vie du soldat à une situation de transferts positive avec un solde de 6 631 020 917 FCFA déclinée comme suit :

- 14 135 098 FCFA transférés au bénéfice du programme Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources au titre d'un regroupement de crédits pour la couverture de la solde permanente 2016 ;
- 4 420 00 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre d'un ajustement budgétaire des crédits MONP ;
- 4 301 932 000 FCFA de biens et services reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge de missions de maintien de l'ordre public à hauteur de 50 000 000 FCFA, de la sécurisation du site de minkebe pour 500 000 000 FCFA, des manœuvres "centrale accord et médico militaire" pour 852 000 000 FCFA, d'une manœuvre medico- militaire dans l'Estuaire pour 300 000 000 FCFA, de la participation au rassemblement international militaire protestant 2016 pour 29 910 000 FCFA, l'achat des équipements de bureaux pour 1 430 286 000 FCFA, une dotation pour le secrétariat de la défense nationale pour les élections de 80 000 000 FCFA et 1 059 736 000 FCFA pour la prise en charge alimentation de la défense nationale ;
- 2 338 804 015 FCFA d'investissement reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge de la construction du détachement de la Garde Républicaine, 338 130 000 FCFA pour l'achat d'un groupe électrogène et d'une batterie de cuisine, 215 030 725 FCFA pour la prise en charge des dépenses liées au désenclavement des quartiers sous intégrés du 6ème arrondissement, 912 638 000 FCFA pour l'achat des produits divers.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	101 088 000	101 088 000	91 372 902	91 372 902	9 715 098	9 715 098
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2	101 088 000	101 088 000	91 372 902	91 372 902	9 715 098	9 715 098

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Sur **101 088 000 FCFA** de crédits inscrits pour le titre 2, **91 372 902 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **9 715 098 FCFA**. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **90,38 %**.

L'écart de **9 715 098 FCFA** est la conséquence de la non prise en compte de certains personnels de la MONP en cours d'exercice.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

Actions	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
AC TION 1 : Coordination, activités sociales, culturelles et sportives du soldat	41 000 000	41 000 001	4 712 931 999	4 712 931 999	-4 671 931 999	-4 671 931 999
Planification et suivi des Activités du programme	65 246	65 246	7 500 000	7 500 000	-7 434 754	-7 434 754
Activités socio culturelles et sportives	132 230	132 230	15 199 744	15 199 744	-15 067 514	-15 067 514
Activités diverses			4 690 232 255	4 690 232 255	-4 690 232 255	-4 690 232 255
AC TION 2 : Santé Militaire	1 581 207 537	1 581 207 538	1 699 999 999	1 699 999 999	-118 792 462	-118 792 462
Planification de l'action sanitaire	111 695 761	111 695 761	120 087 205	120 087 205	-8 391 444	-8 391 444
Gestion des urgences médicales	13 951 831	13 951 831	15 000 000	15 000 000	3 264 706	3 264 706
Lutte contre les IST VIH SIDA	9 301 221	9 301 221	10 000 000	10 000 000	2 176 471	2 176 471
Gestion et suivi médical des patients	364 911 095	364 911 095	392 326 021	392 326 021	85 388 605	85 388 605
Suivi des stagiaires	13 951 831	13 951 831	15 000 000	15 000 000	3 264 706	3 264 706
Activités diverses			1 147 586 773	1 147 586 773	-1 147 586 773	-1 147 586 773
AC TION 3 : Logement	2 170 000 000	2 170 000 001	1 352 500 000	1 352 500 000	817 500 000	817 500 000
Logement du militaire	875 555 094	875 555 094	545 708 878	545 708 878	329 846 216	329 846 216
Logement du Gendarme	415 681 670	415 681 670	259 082 700	259 082 700	95 779 187	95 779 187
Logements Divers			547 708 422	547 708 422	-547 708 422	-547 708 422
AC TION 4 : Alimentation	1 621 000 000	1 621 000 001	911 547 160	911 547 160	709 452 840	709 452 840
Alimentation du militaire	677 195 567	677 195 567	380 811 657	380 811 657	296 383 910	296 383 910
Alimentation du Gendarme	88 923 655	88 923 655	50 005 000	50 005 000	13 714 321	13 714 321
Alimentation diverse			480 730 503	480 730 503	-480 730 503	-480 730 503
AC TION 5 : Condition du militaire en retraite et anciens combattants	50 000 000	50 000 001	44 999 999	44 999 999	5 000 001	5 000 001
Total des crédits de titre 3	5 463 207 537	5 463 207 537	8 721 979 157	8 721 979 157	-3 258 771 620	-3 258 771 620

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

Les engagements de cette année correspondaient aux dépenses de fournitures de bureaux, de carburant, d'alimentation, d'achat des médicaments, des consommables médicaux ; des réactifs, du matériel médicotechnique, du matériel didactique, des locations résidences et autres.

Sur un montant de **5 463 207 537 FCFA** prévu dans la loi des finances 2016, **8 721 979 157 FCFA** ont été ordonnancés, soit un taux d'exécution de 159,6 %. Ce dépassement est la résultante de plusieurs mouvements de crédits au profit du programme.

De ces **8 721 979 157 FCFA**, seuls **1 487 454 094 FCFA** ont fait l'objet de paiement réel, soit un taux d'exécution de 17% des crédits mis à disposition et 27,2% des crédits ouverts en loi des finances 2016.

Nonobstant ce taux d'exécution relativement bas, certaines activités ont été réalisées au niveau des différentes actions composant le programme. Ces activités se déclinent comme suit par action :

Au titre de l'action n°1, deux activités majeures étaient prévues : la planification et le suivi des activités du programme et les activités socio-culturelles et sportives. Toutefois, les crédits mis à disposition à hauteur de 4 712 931 999 FCFA n'ayant pas été payés, seules quelques séances de marches d'entretien au sein des FAG ont pu être réalisées au titre de la seconde activité.

Au titre de l'action n°2, 1 581 207 537 FCFA ont été prévus dans la loi des finances 2016. Sur cette dotation, 1 699 999 999 FCFA ont été ordonnancés, soit un taux d'exécution de 107 %. Ce dépassement est la résultante des mouvements de crédits d'un montant de 118 792 462 FCFA.

Sur la dotation ordonnancée (mise à disposition), 571 147 542 FCFA ont été payés pour la Gestion et suivi médical des patients pour 537 413 226 FCFA et le suivi des stagiaires à hauteur de 15 000 000 FCFA.

Toutefois, tous les règlements n'ayant pas été effectués, plusieurs activités prévues n'ont pas pu être réalisées : la planification de l'action sanitaire, la gestion des urgences médicales et la Lutte contre les IST VIH SIDA.

Pour l'action n°3, sur un montant de 2 170 000 000 FCFA prévu dans la loi des finances 2016, 1 352 000 000 FCFA ont été mis à disposition, soit un taux d'exécution de 62%.

Sur 1 352 000 000 FCFA, 673 313 878 FCFA ont été payés, soit un taux d'exécution réel de 49,8%. Toutefois, ces règlements ne représentent que 31% des crédits ouverts en loi de finances.

Ces règlements ont permis de couvrir les baux du premier trimestre des militaires pour 542 870 878 FCFA et des gendames pour 130 443 000 FCFA.

Toutefois, en raison de l'insuffisance des règlements, la couverture des baux des trois derniers trimestres s'est faite par des virements reçus d'autres programmes tels que rappelés dans le tableau relatif aux mouvements des crédits.

S'agissant de l'action n°4, sur un montant de 1 621 000 000 FCFA prévu dans la loi des finances 2016, 911 547 160 FCFA ont été mis à disposition soit un taux d'exécution de 56%. De cette mise à disposition, 216 005 000 FCFA ont été effectivement payés pour :

- L'alimentation d'environ 1 670 militaires en faction pendant 11 jours en raison de trois repas/jour à 3000 FCFA. Le coût global de cette activité est de 166 000 000 FCFA.
- L'alimentation des gendames pour 50 005 000 FCFA pendant 16 jours, en raison de 3000 FCFA le repas.

Au titre de l'action n°5, sur un montant de **50 000 000 FCFA** prévu dans la loi des finances 2016, **44 999 999 FCFA** ont été ordonnancés et payés pour la gestion des anciens combattants.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 SANTE MILITAIRE	146 403 000	146 403 000	131 762 700	131 762 700	14 640 300	14 640 300
Frais de scolarité	3 349 240	3 349 240	3 014 316	3 014 316	334 924	334 924
Bourses	17 466 667	17 466 667	15 720 000	15 720 000	1 746 667	1 746 667
autres	-	-	113 028 384	113 028 384	-	-
Total des crédits de titre 4	146 403 000	146 403 000	131 762 700	131 762 700	14 640 300	14 640 300

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

Sur un montant de **146 403 000 FCFA** prévu dans la loi des finances 2016, **131 762 700 FCFA** ont été ordonnancés soit un taux d'exécution de 90%.

De ces **131 762 700 FCFA** ordonnancés, **18 734 316 FCFA** ont été payés, soit un taux d'exécution réel de 14,21% sur le montant ordonnancé et 12% sur les crédits ouverts en loi de finances. Ce montant a permis de couvrir les frais de scolarités pour un montant de 3 014 316 FCFA et les bourses d'études pour un montant de 15 720 000 FCFA.

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA POLITIQUE DE LA DEFENSE NATIONALE

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme Pilotage et Soutien à la politique de la Défense Nationale regroupe tous les crédits alloués au fonctionnement des entités administratives.

Le Pilotage et Soutien est essentiellement porté sur :

1. La conduite et le pilotage de la stratégie de la défense nationale ;
2. La gestion des ressources humaines ;
3. La gestion des ressources financières, logistiques et matérielles.

En 2016, ce programme était sous la responsabilité du Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale, le Vice-Amiral d'Escadre Gabriel MALLY HODJOUA.

PRESENTATION DES ACTIONS

Le Programme Pilotage et Soutien comprend deux (02) actions :

ACTION N°1 : Pilotage de la stratégie ministérielle

Cette action est dévolue au Cabinet du Ministre, chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de défense nationale, en concertation avec les autres administrations concernées.

ACTION N°2 : Coordination administrative

Cette action vise la coordination de l'ensemble des activités des programmes métiers des Forces de défense. Elle permet aussi d'assurer la gestion des attributions déléguées par le Ministre de la Défense Nationale au Secrétariat Général. La mise en œuvre de cette action est du ressort du Secrétaire Général.

Outre les services traditionnels du Secrétariat Général, cette action intègre également les missions militaires (10) auprès des chancelleries accréditées à l'étranger (France, Belgique, Etats-Unis, Chine, Maroc, Sénégal, Afrique de Sud, Ethiopie, Côte d'Ivoire et ONU), le Prytanée Militaire de Libreville et l'Ecole d'Etat-Major de Libreville.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

- Le Ministre de la Défense Nationale, à l'instar des autres départements ministériels sectoriels, par le biais du programme pilotage et soutien, a connu une augmentation exponentielle de ses effectifs au cours des années 2010, 2011 et 2012, afin de renforcer les effectifs et palier les départs en retraite des années à venir ;
- La coopération militaire avec les pays amis en vue de promouvoir les échanges et améliorer la formation des personnels, occupe une place de choix dans le dispositif stratégique ;
- La nécessité de mettre à la disposition des entités administratives des bâtiments adaptés et fonctionnels permettant d'améliorer les conditions de travail ;
- Assurer la coordination administrative des programmes métiers en veillant à la transversalité, nécessaire à l'atteinte des objectifs de la mission.

ENJEUX

- Orienter et organiser l'action des composantes du programme pour qu'elles appuient efficacement les Responsables de Programme (RPROG) de la mission ;
- Améliorer la gestion des crédits et des ressources humaines en s'appropriant la mise en œuvre des réformes ;
- Mettre à la disposition des programmes métiers des prestations qui correspondent à leurs besoins.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du ministère.

OBJECTIF N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes.

OBJECTIF N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional.

OBJECTIF N°4 : Fixer une norme (construction-réhabilitation, maintenance, entretien) sur l'état des bâtiments administratifs et parvenir à mettre ceux-ci en conformité par action mutualisée.

OBJECTIF N°5 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des forces et à la formation des militaires d'ici à 2018.

OBJECTIF N°6 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires.

OBJECTIF N°7 : Faire l'Ecole d'Etat-major de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du ministère

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Exécuter les crédits de fonctionnement et d'investissement à 95%.

Résultat annuel atteint

- 99% des crédits de fonctionnement ont été engagés contre 95% prévus au niveau du programme Pilotage et Soutien à la politique de la Défense Nationale.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissement	%	NC	99	95	99	+4	100	100 (2018)

Explication du niveau d'atteinte du résultat :

Les crédits de fonctionnement ont été engagés 99% au niveau du programme Pilotage et Soutien à la politique de la Défense Nationale (atteint)

Cette bonne performance est liée à la mise en place de la chaîne managériale et des fiches d'habilitation dans les délais impartis. En effet, la mise en place de ce dispositif à temps a permis à l'ensemble des programmes de la mission d'engager tous les crédits mis à leur disposition.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent ;
- **Résultat annuel N°2** : élaborer à 80% un référentiel en organisation ;
- **Résultat annuel N°3** : élaborer à 90% une carte des métiers de la Défense nationale.

Résultats annuels effectivement atteints

- **Résultat annuel N°1** : aucune fiche de description de poste n'a été établie (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°2** : aucun référentiel n'a été élaboré (non atteint) ;
- **Résultat annuel N°3** : carte des métiers de la Défense nationale élaborée (atteint).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste	%	NC	0	90	0	-90	95	100 (2018)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation	%	NC	0	80	0	-80	90	100 (2018)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers	%	NC	0	90	90	0	10	100 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : Le travail consistant à élaborer les fiches de postes au niveau des états-majors des forces a connu un début de mise en œuvre avec les DPC de chaque force. Malheureusement, ce travail n'a pu être poursuivi compte tenu du contexte de l'année 2016. En effet, les personnels des forces de défense ont été très sollicités pour la couverture des événements majeurs (élection présidentielle 2016 et CAN 2017). De plus, l'absence du matériel informatique n'a pas facilité le travail dans certains corps.

Résultat annuel N°2 : L'absence de fiches de postes au sein des forces de défense à ce jour, n'a pas permis de réaliser le référentiel en organisation.

Résultat annuel N°3 : Le recensement des personnels des forces de défense a permis d'établir la carte des métiers des forces.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Obtenir 100% d'admis aux examens.

Résultat annuel atteint

- 100% d'admis aux examens.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévission PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévission)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de réussite aux examens nationaux	%	NC	NC	100	100	0	100	100 (2020)

Explication du niveau d'atteinte du résultat :

Le Prytanée Militaire de Libreville a présenté 33 candidats au BEPC et 09 candidats au BAC. Les 33 candidats présentés au BEPC ont obtenu leur examen avec succès, soit un taux de réussite de 100% avec 21 mentions « très bien » et 12 mentions « bien ». Les 09 candidats présentés au BAC ont également obtenu leur examen avec succès, soit un taux de réussite de 100% avec 05 mentions « bien », 02 mentions « assez bien » et 02 mentions « passable ».

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 4 : Fixer une norme (construction-réhabilitation, maintenance, entretien) sur l'état des bâtiments administratifs et parvenir à mettre ceux-ci en conformité par action mutualisée

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Avoir fait un état des lieux-diagnostics sur dix (10) bâtiments administratifs à Libreville.

Résultats annuel atteint

- Aucun état des lieux-diagnostics n'a été fait (non atteint).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévission PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévission)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de bâtiments administratifs ayant fait l'objet d'un état des lieux-diagnostics	Nombre	NC	NC	10	0	-10	20	30 (2018)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

La mise en œuvre de ce résultat a souffert de la non appropriation du plan d'action par le responsable en charge de la gestion des bâtiments administratifs des Forces de Défense.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 5 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des forces et à la formation des militaires d'ici à 2018

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Avoir obtenu 59 places pour la formation initiale d'officiers et 150 places pour les formations spécialisées.

Résultats annuel atteint

- 68 places pour la formation initiale et 165 pour les formations des métiers spécialisés ont été obtenues (Atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de places de formation initiale d'officiers	Nombre	NC	NC	59	68	9	59	NC
Nombre de places de formation pour des métiers de spécialistes	Nombre	NC	NC	150	165	15	150	NC

Explication du niveau d'atteinte du résultat

Résultat atteint grâce à la diversité des offres de la part des partenaires extérieurs.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 6 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- **Résultat annuel N°1** : Disposer à la fin décembre du plan de développement de compétences ;
- **Résultat annuel N°2** : Avoir formé dix (10) assistantes de direction à l'IUSO.

Résultats annuels effectivement atteints

- **Résultat annuel N°1** : 50% du plan a été réalisé (partiellement atteint)
- **Résultat annuel N°2** : Aucune assistante n'a été formée (non atteint)

Indicateurs de performance :

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévision)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du plan de développement des compétences des secrétaires	%	NC	NC	100	50	-50	100	NC
Nombre d'assistantes formées	Nombre	NC	NC	10	0	-10	10	20 (2020)

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 : Le recensement des personnels militaires pouvant être éligibles au plan de développement de compétence a pu être réalisé. Malheureusement, ce plan a été confronté à une difficulté majeure nécessitant une mise au point au niveau de la haute hiérarchie militaire.

Cette difficulté est liée à l'adaptation des textes (statut particulier des militaires) régissant l'avancement dans le corps des officiers des personnels des forces de défense.

Résultat annuel N°2 : Compte tenu des raisons évoquées dans le résultat n°1, les 10 assistantes prévues n'ont pu être formées.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 7 : Faire l'Ecole d'Etat-major de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel du résultat attendu

- Solliciter 02 enseignants dans les matières spécifiques afin de diversifier la formation dispensée.

Résultat annuel atteint

- 02 enseignants recrutés (anglais et informatique).

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévion PAP	2016 Réalisé	Ecart 2016 (Réalisé - Prévion)	2017 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du projet de recrutement des enseignants spécifiques	%	Aucune	Aucune	100	100	0	//	Aucune

Explication du niveau d'atteinte du résultat :

Dans notre plan d'action, le recrutement de 02 enseignants dans les matières spécifiques (anglais et informatique) était conditionné par :

- la mise en place du budget 2016 pour le paiement des vacances du professeur d'anglais ;
- la demande d'affectation du professeur d'informatique.

Compte tenu du non-paiement du budget 2016, nous avons pu obtenir un appui de la tutelle (SG.MDN) pour le recrutement du professeur d'anglais. Le professeur d'informatique a bien été affecté à l'école.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2016 (a)	AE consommées en 2016 (b)	Ecart (a) - (b)	CP ouverts en LF pour 2016 (c)	CP consommés en 2016 (d)	Ecart (c) - (d)
7.339.1: Pilotage de la stratégie ministérielle	192 758 015	189 870 051	2 887 964	192 758 015	189 870 051	2 887 964
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	0	6 749 937	-6 749 937	0	6 749 937	-6 749 937
Titre 3 Dépenses de biens et services	192 758 015	183 120 114	9 637 901	192 758 015	183 120 114	9 637 901
Titre 4 Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.339.2: Coordination administrative	46 262 712 077	3 001 852 682	43 260 859 395	46 262 712 077	3 001 852 682	43 260 859 395
Titre 1 Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2 Dépenses de personnel	43 954 515 918	194 297 000	43 760 218 918	43 954 515 918	194 297 000	43 760 218 918
Titre 3 Dépenses de biens et services	2 308 196 159	2 783 555 682	-475 359 523	2 308 196 159	2 783 555 682	-475 359 523
Titre 4 Dépenses de transfert	0	24 000 000	-24 000 000	0	24 000 000	-24 000 000
Titre 5 Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6 Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	46 455 470 092	3 191 722 733	43 263 747 359	46 455 470 092	3 191 722 733	43 263 747 359
Dont :						
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	43 954 515 918	201 046 937	43 753 468 981	43 954 515 918	201 046 937	43 753 468 981
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 500 954 174	2 966 675 796	-465 721 622	2 500 954 174	2 966 675 796	-465 721 622
Titre 4. Dépenses de transfert	0	24 000 000	-24 000 000	0	24 000 000	-24 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Sur 46 455 470 092 FCFA des crédits inscrits, seuls 3 191 722 733 FCFA ont été ordonnancés, soit un écart de 43 263 747 359 FCFA. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 7% par rapport aux crédits ouverts en loi de finances (LF). Ce niveau d'exécution se répartit par titre comme suit :

Titre 2 : Sur 43 954 515 918 FCFA des crédits inscrits pour le titre 2 (LF), seuls 201 046 937 FCFA ont été ordonnancés, soit un écart de 43 753 468 981 FCFA. Cet écart correspond à la solde permanente des agents des forces de défense, à l'exception de la Garde Républicaine (GR). Les 201 046 937 FCFA exécutés constituent la solde de la MONP.

Titre 3 : Sur 2 500 954 174 FCFA des crédits inscrits pour le titre 3 en LF, 2 966 675 796 FCFA ont été ordonnancés, soit un écart de 465 721 622 FCFA.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 118%. La réserve de 125 047 709 FCFA a été levée en cours d'année et le programme a bénéficié de mouvements de crédits.
- Le dépassement de 465 721 622 FCFA constitue une partie de ces mouvements de crédits.

Titre 4 : La loi de finances n'a rien prévu sur le titre 4. Toutefois, par le biais de transfert en cours d'année, les bourses des élèves du lycée ont pu être payées sur cette ligne à hauteur de 24 000 000 FCFA.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Tableau récapitulatif des mouvements entre actions et titres

	Titre 1	Titre 2	Titre 3	Titre 4	Titre 5	Titre 6	Total
Coordination administrative			-24 000 000	+24 000 000			0
Total des mouvements			-24 000 000	+24 000 000			0

Explication globale de l'utilisation de la fongibilité :

Une opération de fongibilité a été effectuée pour la prise en charge des bourses scolaires des enfants de troupes du Prytanée militaire.

Virements

Le programme "Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale" n'a pas effectué de virement.

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
Programme : Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Titre 2	-43 7603 355 563	-43 7603 355 563
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Titre 2	6 783 000	6 783 000
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Titre 2	+5 745 000	+5 745 000
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Titre 3	+ 20 000 000	+ 20 000 000
Programme : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Programme : Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Titre 3	+ 600 000 000	+ 600 000 000
Total des Transferts			-43 133 572 563	-43 133 572 563
dont Titre 2			-43 753 572 563	-43 753 572 563
dont Titre 3			620 000 000	620 000 000

Explication des impacts de chaque transfert :

Globalement, le programme Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale a une situation de transferts négative avec un solde de 43 133 572 563 FCFA déclinée comme suit :

- 43 7603 355 563 FCFA transférés au bénéfice du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre des opérations de couverture de la solde permanente et l'ajustement budgétaire de la MONP ;
- 6 783 000 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre transfert prise en charge de la MONP du mois de Juillet 2016 ;
- 20 000 000 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre d'une dépense au bénéfice des ambassades ;
- 600 000 000 FCFA reçus du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles au titre de la prise en charge des dépenses liées au défilé militaire du 17 août 2016.

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Effectifs au 31 décembre 2014	Effectifs au 31 décembre 2015	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2016	Mouvements d'effectifs en 2016			Effectifs au 31.12. 2016
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Officiers Généraux	52	53	53	0	5	5	58
Officiers	1475	1726	1726	0	52	52	1778
Permanents	1475	1726	1726	0	52	52	1778
Non permanents	0	0	0	0	0	0	0
Sous-officiers	12037	12209	12209	0	1489	1489	13698
Permanents	12037	12209	12209	0	1489	1489	13698
Non permanents	0	0	0	0	0	0	0
Militaires du Rang	7897	8220	8220	-1366	0	-1366	6854
Permanents	7897	8220	8220	-1366	0	1366	6854
Non permanents	0	0	0	0	0	0	0
Agents sur solde indiciaire (Cat HC + A + B + C)	21409	22155	22155	-1366	1546	180	22335
Main d'œuvre non permanente	152	152	152	0	0	0	152
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme	21561	22307	22307	-1366	1546	180	22487

Explication des évolutions :

Depuis juillet 2015, les officiers généraux (Agents hors catégorie) sont en solde indiciaire.

L'évolution sur la catégorie A (officiers) est du fait de l'avancement de grade normal. Pour ce qui est de l'évolution de l'effectif de la catégorie B (sous-officiers), l'avancement à titre exceptionnel de l'année 2016 est la cause principale, tandis qu'une diminution s'observe dans la catégorie C (Militaires du Rang) par le même fait.

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	43 954 515 918	43 954 515 918	201 046 937	201 046 937	43 753 468 981	43 753 468 981
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2	43 954 515 918	43 954 515 918	201 046 937	201 046 937	43 753 468 981	43 753 468 981

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Seule la MONP a fait l'objet d'une exécution dans le programme de 201 046 937 FCFA affiché sur le tableau budgétaire du programme. L'écart de 43 753 468 981 FCFA est consécutif à la solde permanente des personnels militaires de la défense nationale qui reste gérée de manière centralisée.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

Actions	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTI ON 1 Pilotage de la stratégie ministérielle	192 758 015	192 758 015	183 120 114	183 120 114	9 637 901	9 637 901
Activ ités Coordination ministérielle	192 758 015	192 758 015	183 120 114	183 120 114	9 637 901	9 637 901
ACTI ON 2 Coordination administrative	2 308 196 159	2 308 196 159	2 783 555 682	2 783 555 682	- 475 359 523	- 475 359 523
Activ ité coordination des services	964 212 430	964 212 430	1 162 786 351	1 162 786 351	-198 573 921	-198 573 921
Activ ité suivi de la BOP au niveau ministériel	20 730 645	20 730 645	25 000 000	25 000 000	-4 269 355	-4 269 355
Activ ité gestion du personnel	8 292 258	8 292 258	10 000 000	10 000 000	-1 707 742	-1 707 742
Activ ité gestion des structures	82 922 579	82 922 579	100 000 000	100 000 000	-17 077 421	-17 077 421
Activ ité formation enfants de troupe	136 822 255	136 822 255	165 000 000	165 000 000	-28 177 745	-28 177 745
Activ ité formation des officiers	120 237 740	120 237 740	145 000 000	145 000 000	-24 762 260	-24 762 260
Activ ité coopération militaire et formation	480 950 958	480 950 958	550 769 331	550 769 331	-69 818 373	-69 818 373
Activ ité coordination des activ ités financières	4 146 126	4 146 126	5 000 000	5 000 000	-853 874	-853 874
Activ ités gestion de la fête du 17 août et coopération militaire	0	0	620 000 000	620 000 000	-620 000 000	-620 000 000
Total des crédits de titre 3	2 500 954 174	2 500 954 174	2 966 675 796	2 966 675 796	-465 721 622	-465 721 622

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

Sur 2 500 954 174 FCFA de crédits inscrits dans ce titre, 2 966 675 796 FCFA ont été ordonnancés, soit un écart de 465 721 622 FCFA.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 118% par rapport à la LF ;
- L'écart de 465 721 622 FCFA est constitué d'une partie des mouvements de crédits reçus.

De cette exécution, les activités suivantes par action ont été menées :

Coordination des services :

Cette activité est mise en œuvre par le Secrétaire général. Elle a pour objectif de coordonner l'ensemble des entités attachées au secrétariat général mais aussi d'assurer le soutien aux forces déployées. Pour mener à bien cette activité, un montant de 1 162 786 351 FCFA a été exécuté. Cette dotation a permis entre autres de soutenir les différentes forces engagées dans la sécurisation des frontières terrestre, maritime et aérienne.

Suivi de la BOP au niveau ministériel :

La Direction Centrale des Affaires Financière (DCAF) du ministère de la défense a veillé au suivi régulier de la mise en œuvre de la réforme budgétaire. Elle a régulièrement assuré la production des documents budgétaires et vérifié la qualité de ces derniers. Pour ce faire, elle a exécuté à hauteur de 25 000 000 FCFA son budget de fonctionnement.

Gestion du personnel :

Cette activité est mise en œuvre par le Directeur Général des Personnels, des Affaires Juridiques et de l'Informatique. A court terme, elle vise le recensement de façon globale des personnels du ministère de la défense. A long terme, elle a vocation de permettre l'inscription des effectifs dans chaque programme. A cet effet, 10 000 000 FCFA ont été exécutés dans son budget de fonctionnement.

Gestion des structures :

Au même titre que l'activité coordination des services, cette activité est du ressort du secrétaire général. Son objectif est de soutenir structurellement les entités qui lui sont attachées. Elle a exécuté dans son budget de fonctionnement un montant de 100 000 000 FCFA

Formation enfants de troupe :

La formation des enfants de troupe est une mission qui incombe au commandant du Prytanée Militaire de Libreville. Aussi, l'objectif de cette activité est d'assurer une formation académique de pointe, afin de pouvoir faire de cette école, un pôle d'excellence au niveau national et régional. Pour ce faire, 165 000 000 FCFA ont été exécutés sur cette activité. Cette dotation lui a permis de réaliser des résultats très satisfaisants (100% de réussite au BEPC et au baccalauréat).

Formation des Officiers :

Cette activité est gérée par le Commandant l'Ecole d'Etat-major de Libreville. Son objectif est de former des officiers venant de plusieurs pays d'Afrique, en vue de permettre à ces derniers de pouvoir travailler comme officiers traitants en temps de crise ou pas, dans des postes de commandement divers (OTAN et/ou ONU). Pour cela, à terme, l'Ecole d'Etat-major de Libreville, en sa qualité d'ENVR (Ecole Nationale à Vocation Régionale) vise le label « pôle d'excellence ». Pour réaliser cette mission, 145 000 000 FCFA ont été mobilisés.

Coopération militaire et formation :

En 2016, l'activité coopération militaire et formation a exécuté un montant de 550 769 331 FCFA. Son objectif est essentiellement axé sur la collaboration (via les attachés de défense) entre les armées des pays amis et la nôtre en vue de favoriser la formation de nos militaires.

Coordination des activités financières :

Cette activité permet au DCAF, entre autres, de faire l'interface entre le ministère de la défense et le ministère du budget pour favoriser la mise à la disposition des crédits, les engagements et les règlements. A cet effet, 5 000 000 FCFA ont été exécutés.

Gestion de la fête du 17 août et coopération militaire :

Cette activité a entre autres permis aux autorités du ministère de la défense de mieux gérer le défilé du 17 août 2016 et toutes les activités associées. Elle a également permis de mieux coordonner les activités entre les différents corps pendant cet événement. A cet effet, 620 000 000 FCFA ont été exécutés.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
AC TION 2	0	0	24 000 000	24 000 000	-24 000 000	-24 000 000
Bourses	0	0	24 000 000	24 000 000	-24 000 000	-24 000 000
Total des crédits de titre 4	0	0	24 000 000	24 000 000	-24 000 000	-24 000 000

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

La loi de finances n'a rien prévu sur le titre 4. Toutefois, par le biais d'un transfert de crédits en cours d'année, les bourses des élèves du prytanée ont pu être payées à hauteur de 24 000 000 FCFA.

